FINANCEMENT À LONG TERME DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS 1984

Bureau de la statistique du Québec

TIRAGE LIMITÉ

86-0875/

FINANCEMENT A LONG TERME
DU SECTEUR PUBLIC QUEBECOIS
1984

Bureau de la statistique du Québec
Direction des statistiques économiques
SERVICE DES FINANCES, DES GOUVERNEMENTS
ET DES INSTITUTIONS A BUT NON LUCRATIF

Pour tout renseignement concernant
le BSQ et les données statistiques
qui y sont disponibles, s'adresser au:

117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

1410, rue Stanley, 3e étage
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél.: (514) 873-4722

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Reproduction autorisée à condition
de mentionner la source.

AVANT-PROPOS

Cette publication annuelle du Bureau de la statistique du Québec traite des emprunts à long terme du secteur public québécois et de ses composantes. Son but est de répondre aux besoins des utilisateurs d'informations relatives aux activités financières des administrations et entreprises publiques en recueillant de façon uniforme et régulière des données propres à chacune d'entre elles. Elle constitue aussi une base de données comparables, d'un niveau de gouvernement à l'autre et d'une période de référence à l'autre.

Fruit d'une enquête menée par le Service des finances, des gouvernements et des institutions à but non lucratif, elle s'inscrit dans la continuité d'un projet d'information sur la demande de financement à long terme du secteur public québécois et sur son comportement comme emprunteur sur les marchés des capitaux.

Direction des statistiques économiques
Mai 1985

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS..... 3

INTRODUCTION..... 11

PARTIE 1 — FAITS SAILLANTS..... 13

1. LE FINANCEMENT OBTENU PAR LE SECTEUR PUBLIC QUEBECOIS EN 1984..... 15

1.1 La demande globale de financement..... 15
1.2 La demande de financement par composante..... 18
1.3 Le financement selon la monnaie..... 23

2. LES EMPRUNTS DU SECTEUR PUBLIC QUEBECOIS SUR LES MARCHES FINANCIERS..... 27

2.1 La valeur nominale des emprunts bruts annuels..... 27
2.2 Le coût réel à l'emprunteur..... 30
2.3 La politique monétaire..... 31
2.4 La durée des emprunts..... 34

CONCLUSION..... 37

PARTIE 2 — TABLEAUX STATISTIQUES..... 39

ANNEXE 1 — NOTES METHODOLOGIQUES..... 73

ANNEXE 2 — UNIVERS DETAILLE DU SECTEUR PUBLIC QUEBECOIS..... 81

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

PARTIE 1 — FAITS SAILLANTS

Tableau A - Emprunts bruts à long terme et indicateurs économiques, 1980-1984..... 15

Tableau B - Part relative des composantes du secteur public québécois dans la demande de financement, 1983 et 1984..... 22

Tableau C - Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois, selon la monnaie, par organisme, 1983 et 1984..... 24

Tableau D - Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois, selon l'emprunteur, par monnaie, 1983 et 1984..... 29

PARTIE 2 — TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau 1 - Financement à long terme du secteur public québécois et indicateurs économiques, 1980-1984..... 41

Tableau 2 - Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois, selon la monnaie, 1979-1984..... 42

Tableau 3 - Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois, selon l'emprunteur, 1979-1984..... 43

Tableau 4 - Valeur annuelle des emprunts à long terme des administrations publiques locales, selon le mode de vente et la monnaie, Québec, 1979-1984..... 44

Tableau 5 - Valeur annuelle des emprunts à long terme des institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux, Québec, 1979-1984..... 44

Tableau 6 - Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1983 et 1984.... 46

Tableau 7 - Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1983 et 1984..... 47

Tableau 8 - Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois, selon la monnaie, janvier — décembre 1984..... 48

Tableau 9 - Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme du gouvernement du Québec, janvier – décembre 1984..... 50

Tableau 10 - Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme des administrations publiques locales, selon le mode de vente et la monnaie, Québec, janvier – décembre 1984..... 52

Tableau 11 - Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme des commissions scolaires, Québec, janvier – décembre 1984..... 52

Tableau 12 - Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier – décembre 1984..... 54

Tableau 13 - Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois, selon l'emprunteur, janvier – décembre 1984..... 56

Tableau 14 - Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois, selon la monnaie, janvier – décembre 1984..... 58

Tableau 15 - Valeur mensuelle des emprunts à long terme du gouvernement du Québec, selon le mode de vente et la monnaie, janvier – décembre 1984..... 60

Tableau 16 - Valeur mensuelle des emprunts à long terme des administrations publiques locales, selon le mode de vente et la monnaie, Québec, janvier – décembre 1984..... 62

Tableau 17 - Valeur mensuelle des emprunts à long terme des commissions scolaires, selon le mode de vente, janvier – décembre 1984..... 64

Tableau 18 - Détail des emprunts à long terme des ministères, gouvernement du Québec, janvier – décembre 1984.... 65

Tableau 19 - Détail des emprunts à long terme des fonds spéciaux, gouvernement du Québec, janvier – décembre 1984.... 66

Tableau 20 - Détail des emprunts à long terme des cégeps, Québec, janvier – décembre 1984..... 67

Tableau 21 - Détail des emprunts à long terme de l'Université du Québec, janvier – décembre 1984..... 67

Tableau 22 - Détail des emprunts à long terme des établissements de santé et de services sociaux, Québec, janvier – décembre 1984..... 68

Tableau 23 - Détail des emprunts à long terme des communautés urbaines et régionales et des MRC, Québec, janvier – décembre 1984..... 69

Tableau 24 - Détail des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier – décembre 1984..... 70

Tableau 25 - Détail des emprunts à long terme des commissions de transport, Québec, janvier – décembre 1984..... 71

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 - Emprunts à long terme du secteur public québécois, par organisme, 1979-1984..... 20

Graphique 2 - Variations des emprunts à long terme du secteur public québécois, en pourcentage, 1984/1983..... 21

Graphique 3 - Emprunts à long terme du secteur public québécois, selon la monnaie, 1979-1984..... 25

Graphique 4 - Ecart entre les taux d'intérêt au Canada et aux Etats-Unis, 1982-1984..... 32

Graphique 5 - Taux de rendement des obligations du secteur public québécois et du gouvernement du Canada, janvier – décembre 1984..... 33

Graphique 6 - Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme pour certaines composantes, 1983-1984..... 36

SIGNES CONVENTIONNELS ET ABREVIATIONS

..	Nombre non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
-	Néant ou zéro
--	Nombre infime
r	Données révisées
DM	Mark allemand
Euro	Euro-dollars
FL	Florin hollandais
FS	Franc suisse
LS	Livre sterling
US	Dollar américain

NOTE: En raison de l'arrondissage des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Pour tout renseignement additionnel concernant cette publication, le lecteur peut communiquer à Québec avec Mme Sylvie Jean, (418) 643-5020, à l'adresse suivante:

Service des finances, des gouvernements
et des institutions à but non lucratif
Direction des statistiques économiques
Bureau de la statistique du Québec
117, rue St-André
QUEBEC, QC
G1K 3Y3

INTRODUCTION

La publication *Financement à long terme du secteur public québécois* comporte deux parties. La première partie présente les faits saillants de la demande de crédits du secteur public québécois selon les principales caractéristiques, telles l'origine de la demande de fonds ainsi que les sources de financement à long terme.

Cette partie situe également le secteur public québécois en tant qu'emprunteur sur les marchés des capitaux, en évaluant la part relative de ses emprunts à long terme au Canada et en identifiant les bénéficiaires des fonds provenant de ces marchés financiers. De plus, elle décrit le comportement des coûts réels des emprunts du secteur public québécois. Ces constatations précèdent un bref exposé sur l'évolution de la situation financière en 1984. Cette première partie se termine par un examen de la durée des emprunts à long terme du secteur public québécois.

La deuxième partie se compose d'une série de tableaux statistiques. Ces derniers fournissent l'information détaillée des emprunts à long terme de la plupart des composantes du secteur public québécois. Les municipalités et les commissions scolaires font exception étant donné le grand nombre d'emprunts de ces composantes. A partir de ces tableaux de base sont construits des tableaux de classification selon les caractéristiques d'emprunts. On y retrouve des tableaux qui présentent la valeur totale des emprunts à long terme du secteur public ainsi que les coûts réels moyens sur une base mensuelle et annuelle, selon l'emprunteur et la monnaie, de même qu'un tableau sur la durée moyenne des emprunts.

Les notes méthodologiques que l'on retrouve à l'annexe 1 renferment une information de base sur les emprunts bruts du secteur public que le lecteur aurait intérêt à consulter avant d'entreprendre la lecture de la publication. Enfin, l'annexe 2 présente, à titre d'information, la liste des organismes composant le secteur public québécois.

Il est important de noter que la structure de l'univers couvert par cette publication a été modifiée.

En effet, les commissions scolaires, qui faisaient partie des administrations locales, se retrouvent désormais à l'intérieur de l'administration provinciale.

De plus, l'administration provinciale est maintenant divisée en deux composantes: le gouvernement du Québec et les institutions publiques d'éducation de santé et de services sociaux.

Les séries chronologiques ont aussi été modifiées en conséquence.

PARTIE 1

FAITS SAILLANTS

1. LE FINANCEMENT OBTENU PAR LE SECTEUR PUBLIC QUEBECOIS EN 1984

1.1 LA DEMANDE GLOBALE DE FINANCEMENT

Après avoir enregistré une baisse de 16,3% en 1983, les emprunts bruts à long terme du secteur public québécois augmentent de 9,1% en 1984. Ils se chiffrent à 6,6 milliards de dollars comparativement à 6,1 milliards de dollars en 1983. Cette hausse est imputable à toutes les composantes du secteur public, à l'exception d'Hydro-Québec et des autres sociétés d'Etat. Le gouvernement du Québec, les administrations locales et les commissions scolaires comptent pour 88% de la hausse des emprunts du secteur public québécois en 1984. Le taux de croissance annuel composé des emprunts pour l'ensemble de la période 1980-1984 a été, pour sa part, de 0,5%, comme l'indique le tableau A.

Tableau A

Emprunts bruts à long terme et indicateurs économiques, 1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984	Taux de croissance 81-80	82-81	83-82	84-83	Taux annuel composé 84-80
	'000 000 $					%				
Emprunts bruts:										
Secteur public québécois	6 523	6 013	7 281	6 092	6 648	-7,8	21,1	-16,3	9,1	0,5
Gouvernement du Canada[1]	14 410	19 869	21 866	25 285	28 676	37,9	10,1	15,6	13,4	18,8
Provinces et municipalités (Canada)	13 241	17 248	20 612[r]	17 763[r]	13 266	30,3	19,5	-13,8	-25,3	0,1
Indicateurs économiques (Québec):										
PIB aux prix du marché	70 312[r]	80 015[r]	84 009[r]	90 432[r]	98 431*	13,8	5,0	7,6	8,8	8,8
Revenu personnel	61 213[r]	71 383[r]	77 761[r]	81 641[r]	87 834*	16,6	8,9	5,0	7,6	9,4

* Données préliminaires.
1 Obligations émises ou garanties.
Sources: Banque du Canada. *Revue de la Banque du Canada*. Février 1985.
Bureau de la statistique du Québec.

En termes relatifs, les emprunts à long terme du secteur public québécois pour les années 1983 et 1984 demeurent à 6,7% du PIB et passent de 7,5% à 7,6% du revenu personnel au Québec. D'autre part, les effets conjugués de l'augmentation des emprunts du secteur public québécois et de la légère diminution du taux de croissance de la population se traduisent par une augmentation des emprunts publics bruts annuels per capita. De 935 $ qu'ils étaient en 1983, ils représentent 1 015 $ en 1984.

Au niveau canadien, le montant des émissions brutes d'obligations directes ou garanties par le gouvernement du Canada, les provinces et les municipalités permet de situer de façon approximative la demande globale de financement du secteur public québécois par rapport à l'ensemble du Canada.

Ainsi, comparativement à la hausse de 9,1% des emprunts du secteur public québécois, les organismes publics provinciaux et municipaux du Canada, incluant le Québec, affichent avec 13,3 milliards de dollars empruntés en 1984 une baisse de 25,3% de leur demande de crédit. Quant au gouvernement fédéral, il augmente ses emprunts de 13,4% pour les porter à 28,7 milliards de dollars. La part du secteur public québécois dans la demande globale de financement de l'ensemble du Canada passe ainsi de 14,2% en 1983 à 15,8% en 1984.

Compte tenu de certains facteurs structurels, la demande de financement du secteur public québécois se situe à un niveau plus élevé qu'ailleurs au Canada. A titre de comparaison, mentionnons qu'en 1984, les emprunts bruts des provinces et des municipalités représentent 3,0% du produit intérieur brut canadien comparativement à 6,7% au Québec, 3,7% du revenu personnel canadien contre 7,6% au Québec et 528 $ per capita contre 1 015 $ au Québec[1].

---

1 Sources: Banque du Canada. *Revue de la Banque du Canada.* Février 1985.
Bureau de la statistique du Québec.

Plusieurs facteurs se conjuguent pour expliquer cette demande relativement importante de financement du secteur public québécois en regard du secteur public canadien. Notons les rôles différents que jouent la Caisse de dépôt et placement du Québec et le Régime de pensions du Canada (RPC) dans le financement de ces secteurs publics respectifs ainsi que le fardeau d'endettement au palier municipal relativement plus élevé au Québec en raison des méthodes différentes de financement des infrastructures.

En effet, la demande relativement élevée de capitaux faite par le secteur public québécois, et en particulier par le gouvernement du Québec, dépend d'une part, des politiques de placement de la Caisse de dépôt et placement du Québec qui diffèrent de celles du Régime de pensions du Canada (RPC). Brièvement, mentionnons que les contributions perçues dans les autres provinces en vertu du RPC sont investies en obligations à long terme de chaque province. Ces obligations non négociables ne sont pas comptabilisées comme des emprunts publics par les gouvernements de ces provinces.

Par contre, les fonds de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont investis non seulement dans l'achat d'obligations des différents organismes du secteur public québécois, mais aussi dans l'acquisition de titres du secteur privé. Les emprunts du secteur québécois auprès de la Caisse de dépôt et placement sont négociés aux taux prévalant sur le marché financier et sont comptabilisés parmi les emprunts à long terme du secteur public.

Enfin, les coûts encourus pour viabiliser les terrains au Québec sont financés par les emprunts obligataires des municipalités alors qu'ils sont généralement financés par des emprunts hypothécaires des particuliers dans les autres provinces. Il s'ensuit que le fardeau hypothécaire assumé par les propriétaires individuels est moins élevé au Québec, tandis que l'endettement assumé par les

municipalités est plus important. Ce facteur explique une demande de financement relativement plus élevée de la part des municipalités du Québec que celle des autres provinces.

De 1980 à 1984, la demande de financement du secteur public québécois connaît certaines variations. Ces mouvements irréguliers sont dus, bien sûr, à des écarts significatifs d'une année à l'autre dans les sommes empruntées par les principaux intervenants du secteur public québécois mais également à l'apparition sporadique de quelques entreprises publiques sur les marchés financiers. La hausse de la demande de financement du secteur public québécois en 1984, résulte principalement de la hausse significative des emprunts du gouvernement du Québec.

1.2 LA DEMANDE DE FINANCEMENT PAR COMPOSANTE

Avec une augmentation de 32,4% de ses emprunts par rapport à 1983, le gouvernement du Québec demeure en 1984 l'emprunteur le plus important du secteur public québécois avec des emprunts d'une valeur globale de près de 3,4 milliards de dollars.

Hydro-Québec occupe une fois de plus le second rang avec des emprunts s'élevant à 1,1 milliard. Ce montant représente une baisse de 37,8% par rapport à 1983.

Les municipalités demeurent l'emprunteur le plus important des administrations locales avec des emprunts de 732,2 millions de dollars, soit 23,3% de plus qu'en 1983. Les communautés urbaines et régionales suivent avec des emprunts de 447,1 millions de dollars, enregistrant une hausse de 91,6% par rapport à 1983. Quant aux MRC, elles ont emprunté 0,2 million de dollars en 1984 alors qu'elles n'avaient pas fait d'emprunt à long terme en 1983. Les emprunts totaux des administrations locales totalisent donc 1,2 milliard de dollars, ce qui constitue une hausse de 42,6% par rapport à 1983.

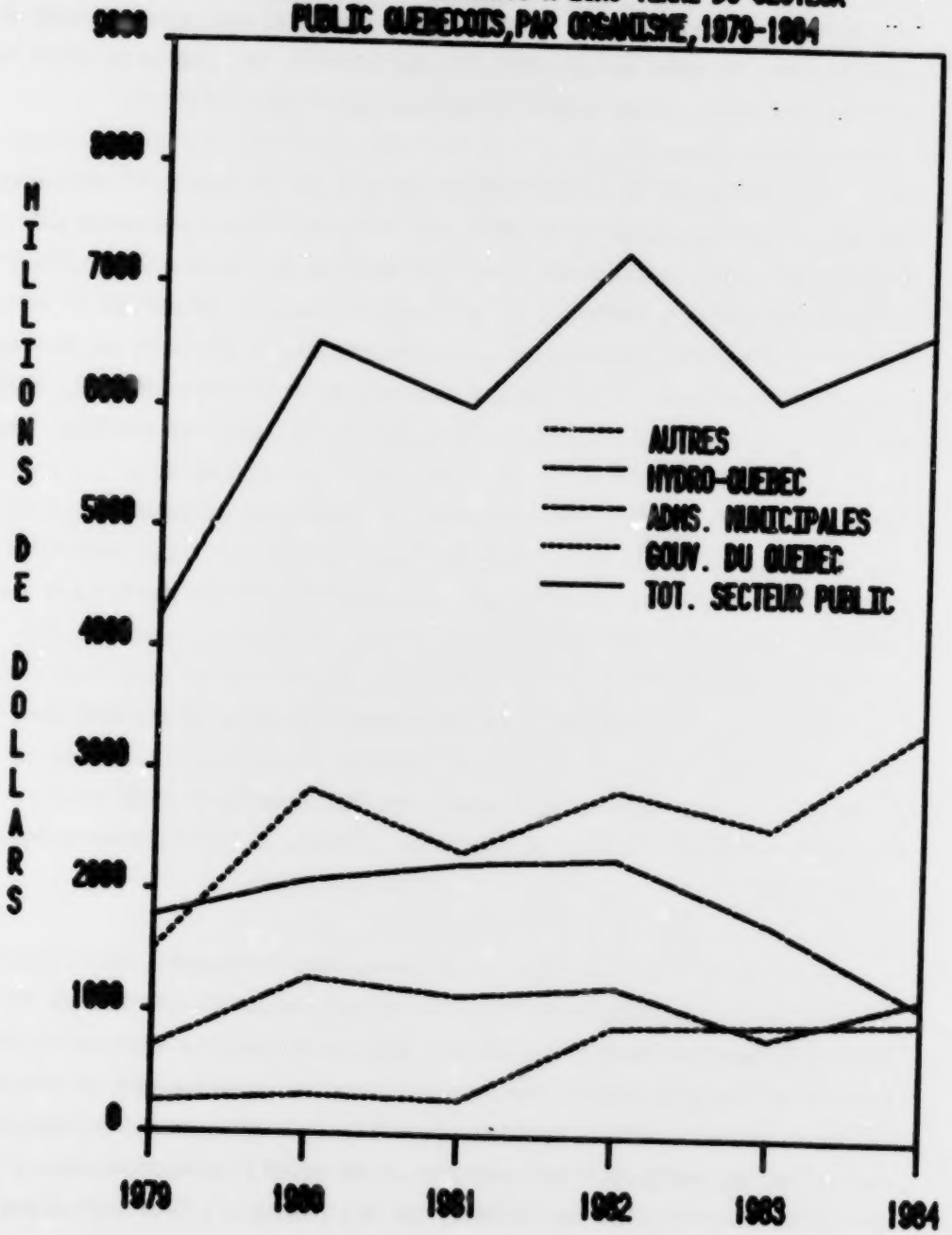
Les autres composantes du secteur public québécois réalisent des emprunts de 0,9 milliard de dollars en 1984, soit une augmentation de 4,3% par rapport à 1983. Même si le niveau des emprunts est sensiblement le même qu'en 1983, la répartition des emprunts entre les différentes composantes a subi quelques modifications.

En effet, les institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux ont augmenté globalement leurs emprunts de 87,7%: les commissions scolaires ont réalisé des emprunts de 595,3 millions de dollars en 1984, ce qui représente une hausse de 61,8% par rapport à 1983, les cégeps ont emprunté 146,4 millions de dollars alors qu'ils n'avaient fait aucun emprunt à long terme en 1983, quant aux emprunts des établissements de santé et de services sociaux, ils totalisent 130,6 millions de dollars, soit une hausse de 47,1% par rapport à 1983. Enfin, les emprunts de l'Université du Québec sont les mêmes qu'en 1983, soit 17,0 millions de dollars. Les emprunts des institutions publiques totalisent donc 889,3 millions de dollars en 1984.

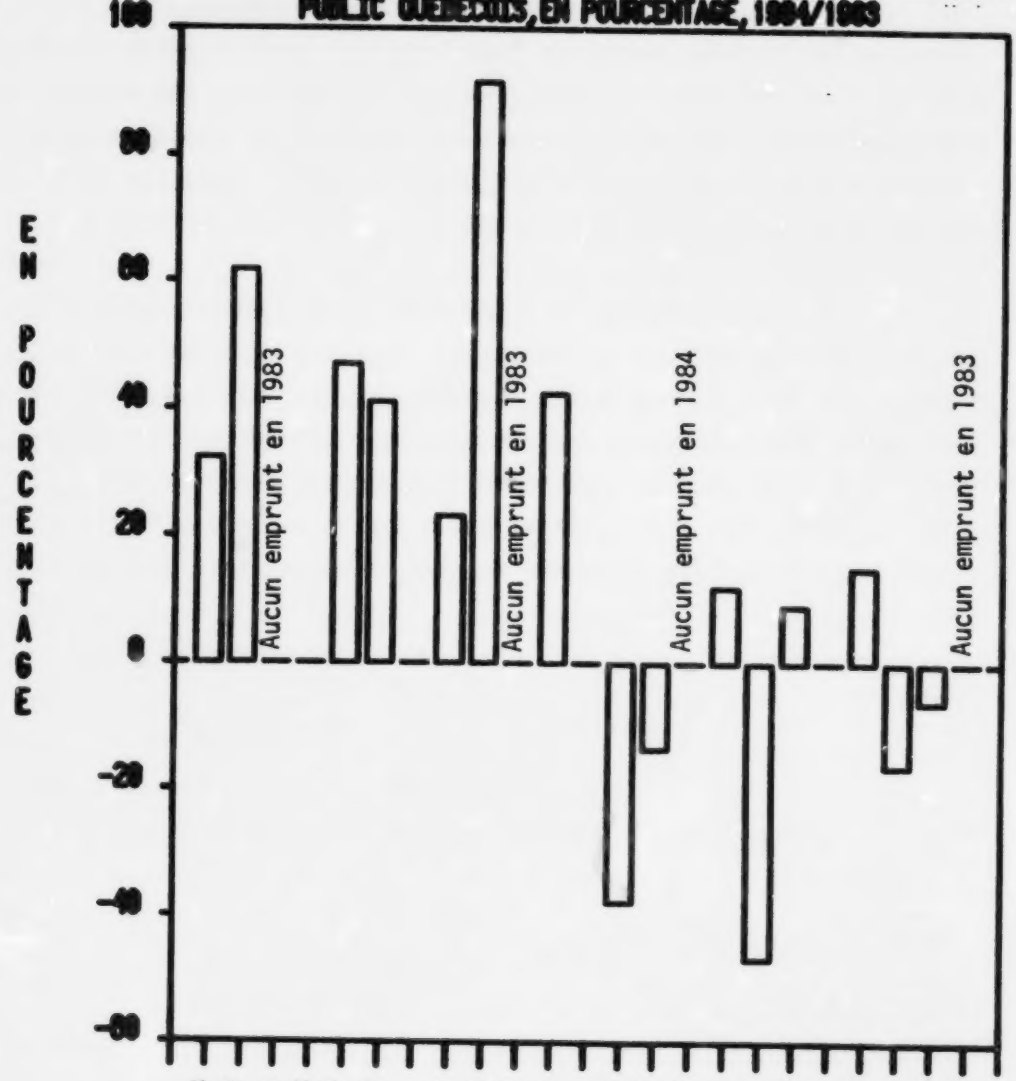
Quant aux entreprises publiques autres qu'Hydro-Québec, leurs emprunts de 88,3 millions de dollars représentent une baisse de 80,9%. On y retrouve principalement les commissions de transport avec des emprunts de 36,6 millions de dollars, soit 13,5% de moins qu'en 1983.

Ces variations au niveau des sommes empruntées entraînent en 1984 quelques changements dans la structure de la demande de capitaux du secteur public québécois, tel qu'on peut le voir au tableau B. Les trois principaux emprunteurs, soit le gouvernement du Québec, les administrations locales (municipalités, communautés urbaines et régionales et municipalités régionales de comté) et Hydro-Québec, demeurent responsables de la majorité des emprunts, leur part cumulative étant de 85,2% en regard de 84,5% l'année précédente.

GRAPHIQUE 1: EMPRUNTS A LONG TERME DU SECTEUR PUBLIC QUEBECOIS, PAR ORGANISME, 1979-1984



GRAPHIQUE 2: VARIATIONS DES EMPRUNTS À LONG TERME DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS, EN POURCENTAGE, 1984/1983



Suite à la croissance de ses emprunts, le gouvernement du Québec voit sa part relative augmenter en 1984 pour atteindre 51,0% soit 9,0 points de plus qu'en 1983. Du côté des administrations locales, on observe également une hausse de leur part relative qui se situe à 17,7% en 1984, soit une hausse de 4,2 points. Par contre, Hydro-Québec, en diminuant le niveau de ses emprunts, voit sa part relative passer de 29,0% en 1983 à 16,5% en 1984, une baisse de 12,5 points.

Parmi les autres emprunteurs du secteur public québécois, les institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux voient leur part relative atteindre 13,4%, soit 5,6 points de plus qu'en 1983, alors que les entreprises publiques autres qu'Hydro-Québec diminuent leur part relative de 6,3 points, pour atteindre 1,4%, la différence étant surtout due à Sidbec qui n'a effectué aucun nouvel emprunt en 1984 alors que sa part relative était de 6,2% en 1983.

Tableau B

Part relative des composantes du secteur public québécois dans la demande de financement, 1983-1984

	1983	1984	Variation
	%		
Administration publique provinciale			
Gouvernement du Québec			
Ministères	..	48,3	..
Fonds spéciaux	..	2,7	..
Somme partielle	42,0	51,0	9,0
Institutions publiques			
Commissions scolaires	6,0	8,9	2,9
Cégeps	-	2,2	2,2
Université du Québec	0,3	0,3	-
Etablissements de santé	1,5	2,0	0,5
Somme partielle	7,8	13,4	5,6
Total de l'administration publique provinciale	49,8	64,4	14,6
Administrations publiques locales			
Municipalités	9,7	11,0	1,3
Communautés urbaines	3,8	6,7	2,9
Corporations de comté / MRC	-	--	--
Total des administrations publiques locales	13,5	17,7	4,2
Entreprises publiques			
Hydro-Québec	29,0	16,5	(12,5)
Régie des installations olympiques	-	-	-
Sidbec	6,2	-	(6,2)
Autres entreprises provinciales	0,8	0,8	-
Commissions de transport	0,7	0,6	(0,1)
Total des entreprises publiques	36,7	17,9	(18,8)
Total du secteur public québécois	100,0	100,0	-

1.3 LE FINANCEMENT SELON LA MONNAIE

Peu de modifications surviennent au niveau des sources de crédits obtenus par le secteur public québécois en 1984, si ce n'est pour confirmer la hausse graduelle des fonds de provenance canadienne comme principale source de financement. Ainsi, les emprunts libellés en dollars canadiens passent de 4,1 milliards de dollars à 4,8 milliards de dollars soit une majoration de 15,0%. Les emprunts en devises américaines accusent par contre une diminution de 16,3% pour un total de 0,9 milliard de dollars. Il en est de même pour les emprunts absorbés par le marché européen qui enregistrent une baisse de 6,1% pour atteindre 0,8 milliard de dollars en 1984. Le yen japonais a permis de financer des emprunts totalisant 0,2 milliard de dollars, alors qu'il n'avait pas été utilisé en 1983.

Il s'ensuit donc quelques changements au niveau de la structure des emprunts par marché. Tel qu'on peut le voir au tableau C, les besoins de crédit du secteur public québécois en 1984 ont été comblés à 71,6% en monnaie canadienne comparativement à 67,9% en 1983 alors que la part de monnaie américaine en tant que source de fonds a été réduite à 14,3% comparativement à 18,6% en 1983. La part des monnaies européennes passe de 13,5% en 1983 à 11,6% en 1984. Celle du yen, qui n'avait pas été utilisé en 1983, est de 2,5% contre 1,7% en 1982.

Ce déplacement vers la monnaie canadienne n'est toutefois pas généralisé. En fait, seuls le gouvernement du Québec et Hydro-Québec ont augmenté la part relative de leurs emprunts en monnaie canadienne; ils sont aussi les seuls à avoir emprunté en yen. Le mouvement à la baisse des emprunts en monnaies américaine et européennes n'est pas généralisé non plus. Lorsqu'on remarque une hausse des emprunts en monnaie américaine de la part d'une composante du secteur public, c'est au détriment des monnaies européennes, alors qu'une hausse des emprunts en monnaies européennes entraîne une baisse de ceux réalisés en monnaie américaine.

Tableau C

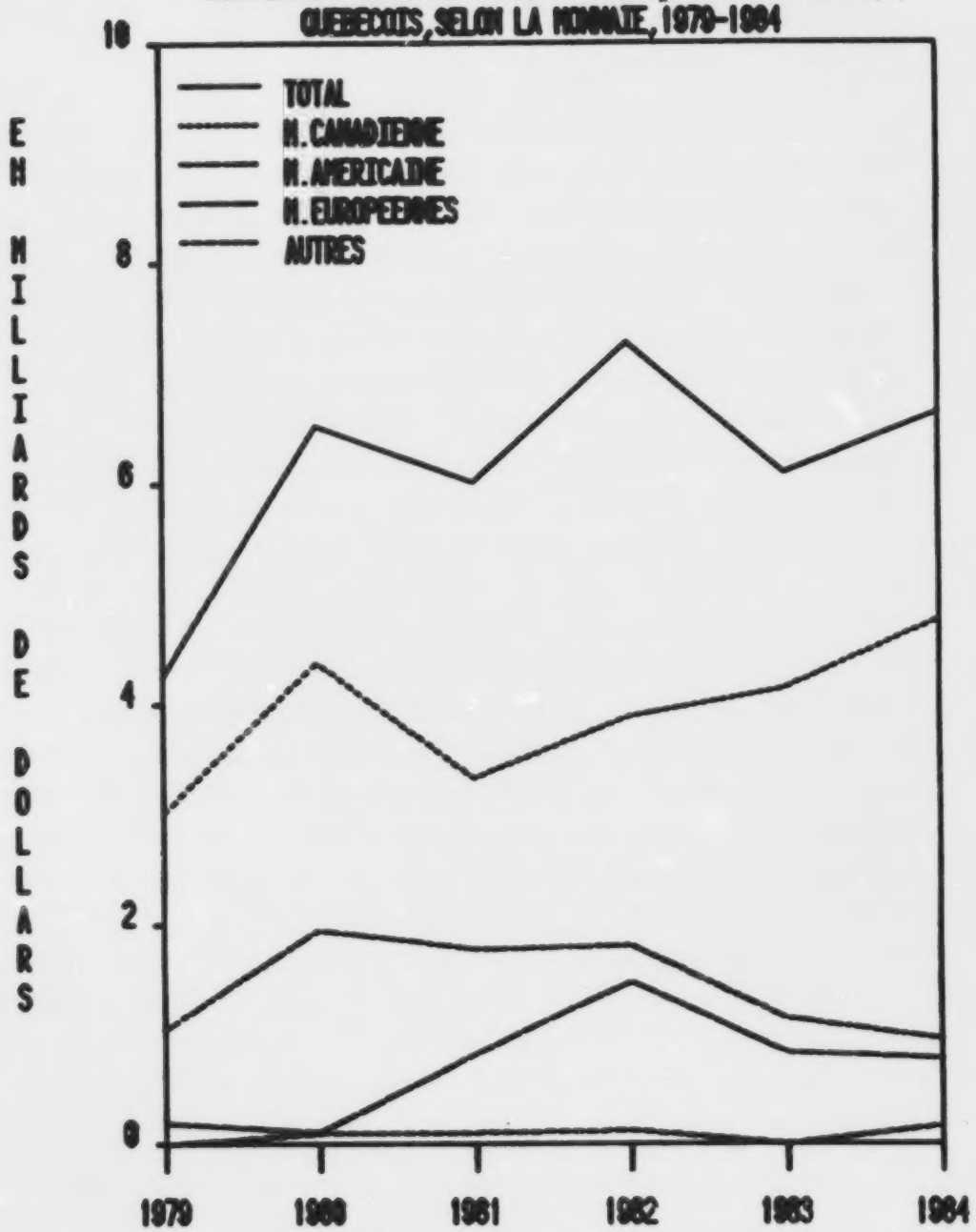
Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois, selon la monnaie, par organisme, 1983 et 1984

	Monnaies							
	canadienne		américaine		européennes		autres	
	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984
	%							
Administration publique provinciale								
Gouvernement du Québec								
Ministères	..	79,4	..	16,1	..	2,8	-	1,7
Fonds spéciaux	..	19,8	..	32,7	..	19,2	-	28,3
Somme partielle	75,0	76,3	14,8	17,0	10,2	3,6	-	3,1
Institutions publiques								
Commissions scolaires	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Cégeps	-	100,0	-	-	-	-	-	-
Université du Québec	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Etablissements de santé	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Somme partielle								
Total de l'administration publique provinciale	78,9	81,3	12,5	13,4	8,6	2,9	-	2,4
Administrations publiques locales								
Municipalités	77,7	76,4	5,5	1,8	16,8	21,8	-	-
Communautés urbaines	35,5	35,2	39,6	57,6	24,9	7,2	-	-
Corporations de comté / MRC	-	100,0	-	-	-	-	-	-
Total des administrations publiques locales	65,8	60,8	15,7	22,9	19,1	16,3	-	-
Entreprises publiques								
Hydro-Québec	41,6	46,9	35,6	7,5	22,8	39,8	-	5,8
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Sidbec	100,0	-	-	-	-	-	-	-
Autres entreprises provinciales	100,0	61,7	-	38,3	-	-	-	-
Commissions de transport	100,0	45,4	-	-	-	54,6	-	-
Total des entreprises publiques	53,7	47,5	28,2	8,6	18,1	38,5	-	5,4
Total du secteur public québécois	67,9	71,6	18,6	14,3	13,5	11,6	-	2,5

Ainsi, le gouvernement du Québec fait passer la part relative de ses emprunts en monnaie canadienne de 75,0% en 1983 à 76,3% en 1984, une hausse de 1,3 point. La part de ses emprunts réalisés en monnaie américaine augmente également passant de 14,8% en 1983 à 17,0% en 1984, ceux en monnaies européennes passent de 8,6% à 2,9% laissant 3,1% au yen.

Du côté des administrations locales, les municipalités diminuent leurs emprunts en monnaie canadienne, la part relative de ces devises étant de 76,4% en 1984 comparativement à 77,7% en 1983. Par ailleurs, la monnaie américaine comble 1,8% (-3,7) des besoins de financement alors que les monnaies européennes voient leur part augmenter à 21,8% (+5,0). Les communautés urbaines font passer la

GRAPHIQUE 3: EMPRUNTS A LONG TERME DU SECTEUR PUBLIC QUEBECOIS, SELON LA MONNAIE, 1979-1984



part relative de leurs emprunts en monnaie canadienne de 35,5% en 1983 à 35,2% en 1984, les parts respectives des emprunts réalisés en monnaie américaine et européennes ont été de 57,6% (+18,0) et 7,2% (-17,7).

Quant aux entreprises publiques, Hydro-Québec augmente ses emprunts en monnaie canadienne, ces derniers représentant 46,9% du total comparativement à 41,6% en 1983. Les parts relatives des monnaies américaine et européennes sont respectivement de 7,5% (-28,1) et 39,8% (+17,0). En ce qui concerne les commissions de transport, la part relative de leurs emprunts en monnaie canadienne est de 45,4% et celle en monnaies européennes de 54,6% alors qu'en 1983, la totalité de leurs emprunts étaient libellés en dollars canadiens. Pour ce qui est des autres entreprises publiques qui n'avaient emprunté qu'en dollars canadiens en 1983, les parts relatives des monnaies canadienne et américaine sont respectivement de 61,7% et 38,3%.

La hausse de la part relative de la monnaie canadienne s'explique entre autres par une participation importante de la Caisse de dépôt et placement du Québec[1] au financement du secteur public québécois. De plus, l'émission 1984 d'obligations d'épargne du Québec a connu une année record, atteignant plus de 1,2 milliard de dollars comparativement à une émission de 700,4 millions de dollars en 1983.

---

1 En 1984, la Caisse de dépôt et placement a acheté pour 1,04 milliard de dollars de nouvelles obligations du secteur public québécois dont 600 millions de dollars d'émissions à long terme du gouvernement du Québec, 253 millions de dollars des institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux, 175 millions de dollars d'Hydro-Québec et 15,5 millions de dollars des administrations locales. L'année précédente, ces mêmes achats totalisaient 1,02 milliard de dollars.

2. LES EMPRUNTS DU SECTEUR PUBLIC QUEBECOIS SUR LES MARCHES FINANCIERS

2.1 LA VALEUR NOMINALE DES EMPRUNTS BRUTS ANNUELS

En 1984, le total des émissions brutes d'obligations effectuées par le secteur public canadien et les sociétés privées peut être évalué à 47,9 milliards de dollars comparativement à 48,6 milliards de dollars en 1983[1], soit une baisse de 1,4%. Plus précisément, les émissions brutes d'obligations faites au Canada augmentent de 2,4% pour atteindre 40,1 milliards de dollars comparativement à 39,2 milliards en 1983, alors que celles effectuées à l'étranger diminuent de 17,1% totalisant 7,9 milliards de dollars en 1984 contre 9,5 milliards de dollars en 1983.

Les modifications, en ce qui a trait aux émissions effectuées à l'étranger, se retrouvent surtout au niveau des provinces. Leurs emprunts obligataires qui comptent pour plus de la moitié de ceux effectués à l'étranger (50,9%) ont diminué de 24,4% pour les porter à 4,0 milliards de dollars en 1984. Quant aux emprunts effectués au Canada, ils ont diminué de 25,0% totalisant 7,9 milliards de dollars. Le gouvernement fédéral enregistre également des changements importants n'ayant fait aucune émission à l'étranger en 1984, alors que pour 1983, elles totalisaient 616,0 millions de dollars. En contrepartie, ses émissions au Canada augmentent de 16,2% passant ainsi de 24,7 milliards de dollars en 1983 à 28,7 milliards de dollars en 1984, ce qui représente 71,5% du total des émissions effectuées au Canada.

---

1 Source: Banque du Canada. *Revue de la banque du Canada*. Février 1985.

Les sociétés ont pour leur part diminué leurs émissions d'obligations à l'étranger de 2,2% les portant à 3,1 milliards de dollars. Quant à celles effectuées au Canada, elles ont augmenté de 20,3% passant ainsi de 2,4 milliards de dollars en 1983 à 2,9 milliards de dollars en 1984. De leur côté, les municipalités, avec des émissions totalisant 1,4 milliard de dollars dont 56,1% à l'étranger, ont diminué leurs emprunts obligataires de 29,7% en 1984, ils étaient de 2,0 milliards de dollars en 1983.

Le secteur public québécois, avec une augmentation de 9,1% de ses emprunts à long terme en 1984, voit sa part relative du marché primaire des obligations canadiennes en 1984 passer de 12,5% à 13,9%. La part relative du secteur public québécois augmente tant sur le marché canadien que sur le marché étranger. Au Canada, elle passe de 10,6% à 11,9% tandis qu'à l'étranger, elle passe de 20,6% à 24,0%.

Au sein du secteur public québécois, le gouvernement du Québec demeure au premier rang des emprunteurs en monnaie canadienne. Son importance relative s'est même accrue, ses emprunts représentant 54,4% des emprunts du secteur public québécois sur le marché canadien en 1984, contre 46,4% en 1983. Ce sont les administrations locales qui suivent au deuxième rang avec une augmentation de la part relative de leurs emprunts de 13,1% à 15,1%. Viennent ensuite les commissions scolaires avec une part relative de 12,5% sur le marché canadien en 1984, contre 8,9% en 1983. Hydro-Québec se retrouve au quatrième rang avec une baisse de la part relative de ses emprunts de 17,8% à 10,8% sur le marché canadien.

Sur le marché des devises américaines, le gouvernement du Québec détient aussi le premier rang en augmentant la part relative de ses emprunts en cette monnaie de 33,4% à 60,6%. Les administrations locales se classent au second rang avec une part relative de 28,6% en 1984 comparativement à 11,0% en 1983. Hydro-Québec se retrouve au troisième rang avec une baisse de sa part relative, qui passe de 55,6% en 1983 à 8,7% en 1984.

Tableau D

Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois, selon l'emprunteur, par monnaie, 1983 et 1984

	Monnaies							
	canadienne		américaine		européennes		autres	
	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984
	%							
Administration publique provinciale								
Gouvernement du Québec								
Ministères	..	53,7	..	54,5	..	11,6	-	31,9
Fonds spéciaux	..	0,7	..	6,1	..	4,4	-	29,9
Somme partielle	46,4	54,4	33,4	60,6	31,8	16,0	-	61,8
Institutions publiques								
Commissions scolaires	8,9	12,5	-	-	-	-	-	-
Cégeps	-	3,1	-	-	-	-	-	-
Université du Québec	0,4	0,4	-	-	-	-	-	-
Etablissements de santé	2,2	2,7	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	11,5	18,7	-	-	-	-	-	-
Total de l'administration publique provinciale	57,9	73,1	33,4	60,6	31,8	16,0	-	61,8
Administrations publiques locales								
Municipalités	11,1	11,8	2,8	1,4	12,2	20,7	-	-
Communautés urbaines	2,0	3,3	8,2	27,2	7,0	4,1	-	-
Corporations de comté / MRC	-	--	-	-	-	-	-	-
Total des administrations publiques locales	13,1	15,1	11,0	28,6	19,2	24,8	-	-
Entreprises publiques								
Hydro-Québec	17,8	10,8	55,6	8,7	49,0	56,6	-	38,2
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Sidbec	9,1	-	-	-	-	-	-	-
Autres entreprises provinciales	1,1	0,7	-	2,1	-	-	-	-
Commissions de transport	1,0	0,3	-	-	-	2,6	-	-
Total des entreprises publiques	29,0	11,8	55,6	10,8	49,0	59,2	-	38,2
Total du secteur public québécois	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0

Sur le marché européen, c'est Hydro-Québec qui occupe une fois de plus le premier rang avec une part relative de 56,6% comparativement à 49,0% en 1983. Les administrations locales occupent le second rang sur ce marché avec une part relative de 24,8%, une augmentation de 5,6% par rapport à 1983. Le gouvernement du Québec détient le troisième rang avec une part relative de 16,0% comparativement à 31,8% en 1983. Le gouvernement du Québec et Hydro-Québec se partagent les emprunts du secteur public québécois sur le marché japonais, alors que le yen n'avait pas été utilisé comme source de financement en 1983.

2.2 LE COUT REEL A L'EMPRUNTEUR

En termes nominaux, le coût réel moyen pondéré du capital emprunté par le secteur public québécois en 1984 s'établit à 12,42%. Comparativement à 1983 où il était à 11,45%, ceci représente une hausse de 97 points de base. Précisons cependant, que le coût réel des emprunts ne peut être connu avec précision parce que l'on ignore quels seront les taux de change en vigueur au moment des remboursements de capital et tout au long des paiements d'intérêts des emprunts en monnaies étrangères. De plus, les taux nominaux doivent être considérés en tenant compte des taux d'inflation, car ces derniers feront décroître la valeur de la monnaie avec laquelle les intérêts et le capital seront remboursés.

De 1983 à 1984, le taux d'inflation[1] passe de 5,8% à 4,3% soit une baisse de 1,5 point. Les taux d'intérêt réels, c'est-à-dire l'écart entre le coût réel moyen des titres du secteur public québéçois et l'indice des prix à la consommation est donc de 8,02 comparativement à 5,65 en 1983.

De façon détaillée (voir tableau 6 à la partie 2), le coût réel des obligations du gouvernement du Québec passe de 10,75% en 1983 à 12,37% en 1984 (+1,62), celui des administrations locales de 11,53% à 12,11% (+0,58) et celui d'Hydro-Québec de 12,25% à 12,15% (-0,10). Par ailleurs, le coût réel des emprunts totaux en monnaie canadienne passe de 11,45% en 1983 à 12,72% en 1984 (+1,27). Pour les emprunts en monnaie américaine, le coût réel passe de 12,39% à 12,47% (+0,08) alors qu'au niveau des emprunts en monnaies européennes, il passe de 10,08% à 11,16% (+1,08). Le coût réel des emprunts en yen japonais est de 9,59%.

---

1 Basé sur l'indice des prix à la consommation au Canada.

L'évolution des coûts réels des emprunts du secteur public québécois dépend, en dehors des changements ayant pu survenir dans les conditions techniques, de l'évolution des conditions de crédit sur les marchés financiers suite aux politiques monétaires canadienne et américaine et de l'échéance des emprunts.

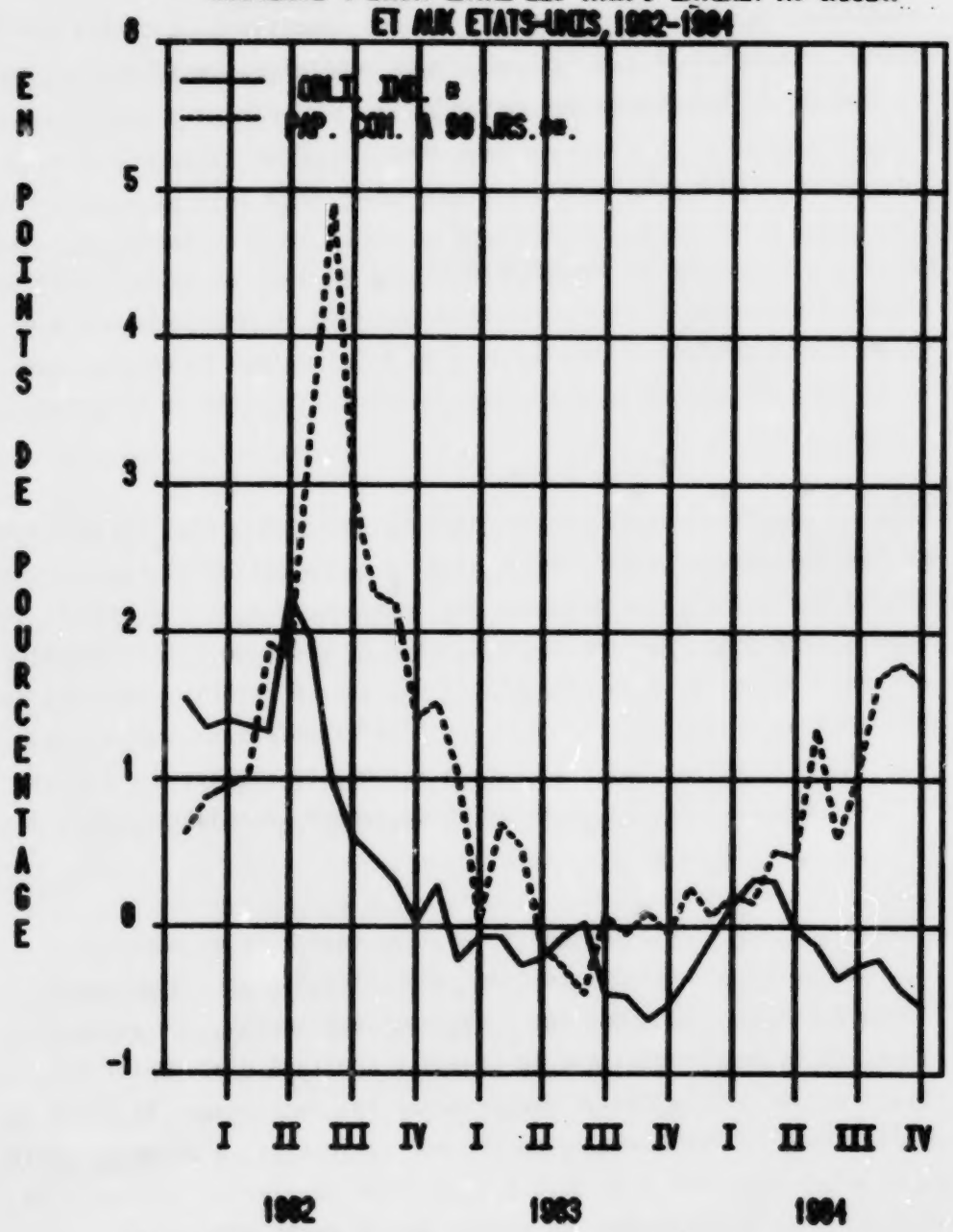
2.3 LA POLITIQUE MONETAIRE

La Banque du Canada a poursuivi en 1984 sa lutte à l'inflation. L'expansion économique amorcée en 1983 se poursuit, toutefois, la politique monétaire canadienne a eu à faire face à des pressions à la hausse qui se sont exercées sur les taux d'intérêt au cours de l'année.

Après la stabilité des taux d'intérêt de 1983, l'année 1984 a connu des taux d'intérêt moins stables et relativement plus élevés. En effet, les pressions exercées par la hausse des taux d'intérêt américains combinées à un repli appréciable du cours du dollar canadien ont entraîné de fortes augmentations des taux d'intérêt canadiens au printemps et au début de l'été. Les taux canadiens se sont ensuite inscrits à la baisse, et à la fin de l'année la plupart d'entre eux étaient revenus aux niveaux enregistrés durant la majeure partie de 1983.

L'écart existant entre les taux canadiens et américains a été plus grand qu'en 1983, les taux d'intérêt à court terme ayant augmenté beaucoup plus que leurs pendants américains. En dépit de cet écart et des progrès que le Canada a continué d'accomplir aux chapitres de l'inflation et des échanges internationaux, le cours du dollar canadien vis-à-vis le dollar américain s'est à peine redressé. En effet, il est passé de 80,0 à 75,3 entre janvier et juillet 1984, pour ensuite se stabiliser au niveau des 76 cents américains. La faiblesse relative du dollar canadien durant cette période semble attribuable dans une certaine mesure à la vigueur générale du dollar américain.

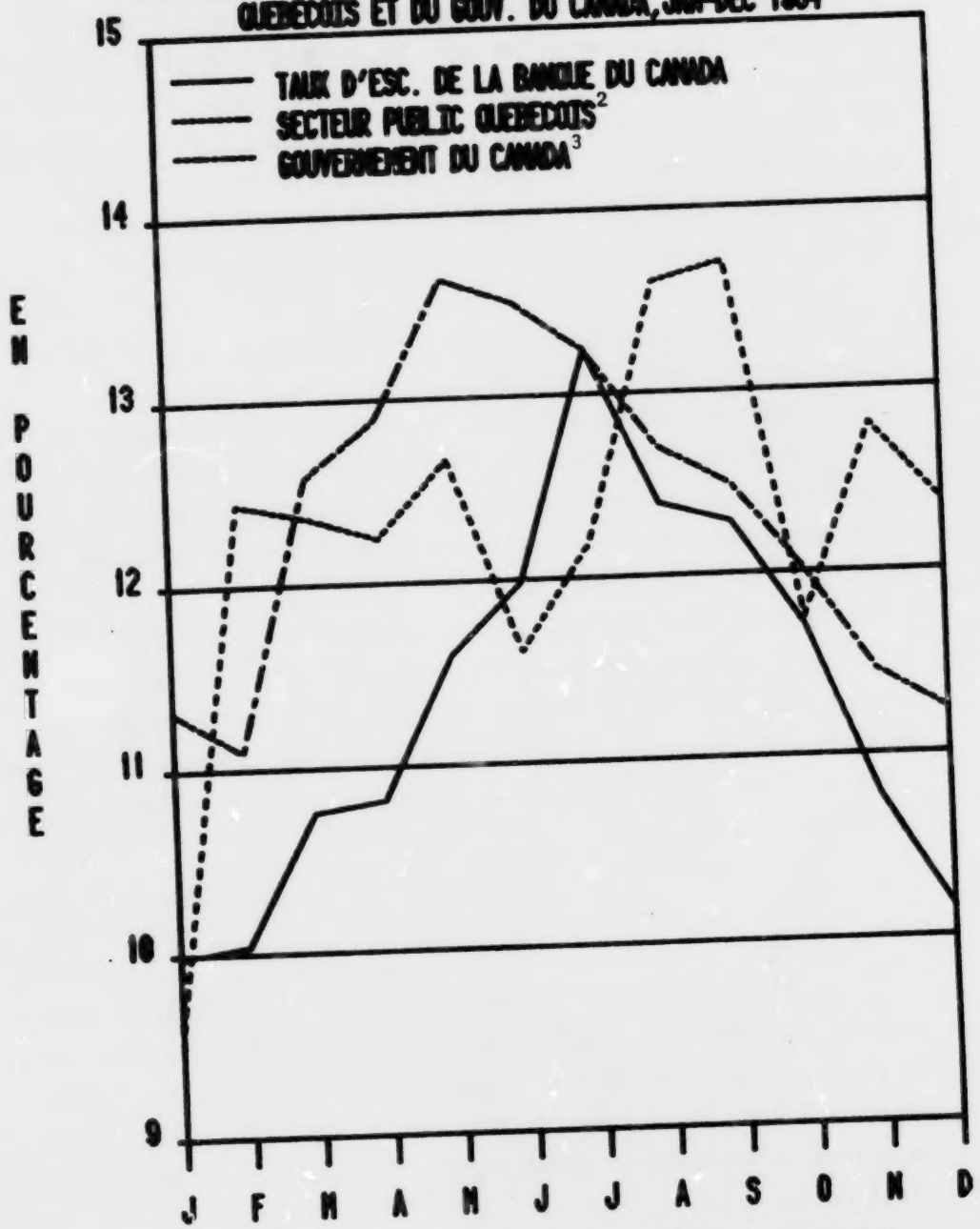
GRAPHIQUE 4:ECART ENTRE LES TAUX D'INTERET AU CANADA ET AUX ETATS-UNIS, 1982-1984



* Ecart entre la moyenne pondérée à moyen terme des rendements moyens des sociétés (Mc Leod, Young, Weir) et celui des obligations industrielles américaines (Moody's).

** Ecart entre le taux des papiers de premier choix des sociétés de financement à 90 jours au Canada et celui du papier commercial à 90 jours aux Etats-Unis.

GRAPHIQUE 5: TAUX DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS[1] DU SEC. PUBLIC QUEBECOIS ET DU GOUV. DU CANADA, JAN-DEC 1984



1 Incluant pour le secteur public québécois tous les emprunts à long terme.
2 Coût réel moyen pondéré à l'emprunteur.
3 Rendement moyen des obligations de 5 à 10 ans.

Source: Banque du Canada. *Revue de la Banque du Canada.*
Bureau de la statistique du Québec.

Ainsi, au cours des sept premiers mois de 1984, le taux d'escompte passe de 9,98% (25 janvier) à 13,24% (25 juillet) pour ensuite descendre graduellement et atteindre 10,16% (26 décembre) en fin d'année. Durant cette période, les taux d'intérêt à long terme connaissent les mêmes fluctuations. Ainsi, le taux de rendement des obligations à long terme (5 à 10 ans) du gouvernement canadien, considéré comme un excellent baromètre du marché obligataire, passe au premier semestre de 11,32% (25 janvier) à 13,51% (27 juin) pour redescendre au cours du deuxième semestre à 11,24% (26 décembre).

L'évolution des divers taux de rendement sur les marchés financiers affecte le financement des organismes du secteur public. Lorsque les taux d'intérêt sont volatiles, les investisseurs préfèrent acheter des titres offrant des échéances plus courtes. Les emprunteurs publics utilisent alors des instruments de crédit à court terme tels que les Bons du trésor et les conventions de crédit. Au Québec, le gouvernement du Québec a émis en 1984 pour 5 535 millions de dollars de Bons du trésor comparativement à 4 835 millions de dollars en 1983. Ces Bons sont émis par voie d'enchère hebdomadaire auprès des institutions financières et la durée de chaque émission est généralement de trois mois. Au 31 décembre 1984, l'encours des Bons du trésor était de 1,405 milliard de dollars, soit 1% de moins qu'en 1983.

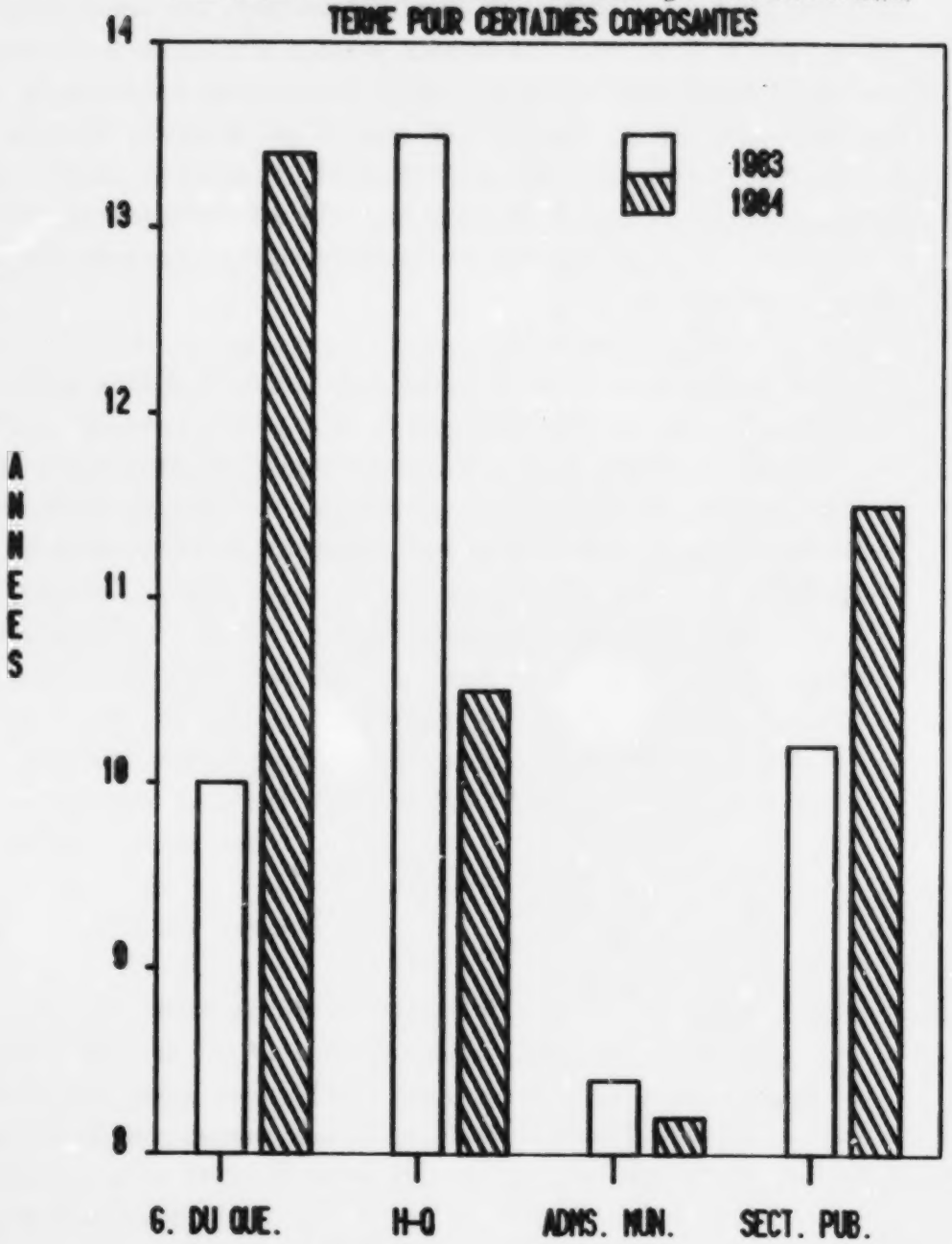
2.4 LA DUREE DES EMPRUNTS

En dépit de taux d'intérêt plus élevés en 1984, la durée moyenne des emprunts du secteur public québécois connaît dans son ensemble une légère hausse (voir graphique 6). La durée moyenne des emprunts à long terme passe de 10,2 ans en 1983 à 11,5 ans en 1984. Rappelons qu'en 1982, la durée moyenne des emprunts du secteur public était de 8,6 ans.

Bien que plusieurs composantes du secteur public québécois voient la durée de leurs emprunts baisser en 1984, le gouvernement du Québec, qui est l'emprunteur le plus important, est aussi celui qui enregistre l'augmentation la plus notable dans la durée de ses emprunts à long terme, celle-ci passant de 10,0 ans en 1983 à 13,4 ans en 1984. La durée des emprunts des commissions scolaires passe de 6,1 ans à 10,3 ans, celle des établissements de santé et de services sociaux passe de 6,2 ans à 10,3 ans et celle des municipalités de 6,1 ans à 6,9 ans. Les autres organismes voient la durée de leurs emprunts diminuer en 1984.

Ces observations sur la durée des emprunts à long terme indiquent que tous les organismes du secteur public québécois n'ont pas réagi de la même façon aux fluctuations qui ont prévalu sur les marchés en 1984; en moyenne, ils ont augmenté la durée de leurs nouveaux emprunts sans toutefois écarter les modes de financement à court terme.

GRAPHIQUE 6: DUREE MOYENNE PONDEREE DES EMPRUNTS A LONG TERME POUR CERTAINES COMPOSANTES



CONCLUSION

L'année 1984 a été marquée par d'importantes fluctuations des taux d'intérêt tant au Canada qu'aux Etats-Unis. Toutefois, la situation économique canadienne a continué de s'améliorer et la baisse de l'inflation s'est poursuivie. Au niveau du financement à long terme du secteur public québécois, on enregistre une augmentation des emprunts accompagnée d'une hausse des coûts réels de ces nouveaux emprunts.

En dépit d'une hausse des taux d'intérêt canadiens, les emprunts à long terme du secteur public québécois sur le marché canadien ont augmenté. Le grand succès de l'émission d'obligations d'épargne du Québec et la participation importante de la Caisse de dépôt et placement du Québec ont contribué à augmenter la part du marché canadien qui a comblé en 1984 plus des deux tiers de la demande de financement.

L'instabilité du marché financier au cours des dernières années a sensiblement modifié le caractère des titres émis sur les marchés des capitaux. Ainsi, une fois de plus en 1984, l'utilisation d'instruments de crédit à court terme a permis de combler une part appréciable des besoins de financement.

Par contre, la durée moyenne des emprunts du secteur public québécois a légèrement augmenté, dû principalement à la hausse de la durée des emprunts du gouvernement du Québec.

PARTIE 2

TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau 1
Financement à long terme du secteur public québécois et indicateurs économiques, 1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984	Taux de croissance 81-80	82-81	83-82	84-83	Taux annuel composé 84-80
			'000 000 $					%		
Gouvernement du Québec	2 835,0	2 336,2	2 852,6	2 560,1	3 390,4	-17,6	22,1	-10,2	32,4	4,6
Commissions scolaires	122,4	35,0	47,9	368,0	595,3	-71,4	36,9	668,3	61,8	48,5
Cégeps	28,5	28,5	70,0	-	146,4	-	145,6	...	...	50,5
Université du Québec	22,0	27,0	32,0	17,0	17,0	22,7	18,5	-46,9	-	-6,2
Etablissements de santé	87,9	130,4	198,0	88,8	130,6	48,3	51,8	-55,1	47,1	10,4
Somme partielle	3 095,8	2 557,2	3 200,5	3 033,9	4 279,6	-17,4	25,2	-5,2	41,1	8,4
Municipalités	894,4	827,2	884,0	593,6	732,2	-7,5	6,9	-32,8	23,3	-4,9
Communautés urbaines	384,1	319,7	348,5	233,3	447,1	-16,8	9,0	-33,0	91,6	3,9
Corporations de comté / MRC	0,4	0,7	1,2	-	0,2	85,7	71,4	...	...	-15,9
Somme partielle	1 278,8	1 147,6	1 233,7	826,9	1 179,4	-10,3	7,5	-33,0	42,6	-2,0
Hydro-Québec	2 090,4	2 239,5	2 289,9	1 768,1	1 100,2	7,1	2,3	-22,8	-37,8	-14,8
Sidbec	-	-	-	375,0	-	-	-	...	...	...
RIO	50,0	50,0	448,0	-	-	-	796,0	...	-	...
Autres	-	-	-	46,2	51,7	-	-	...	11,9	...
Commissions de transport	7,8	18,2	109,2	42,3	36,6	133,3	500,0	-61,3	-13,5	47,2
Somme partielle	2 148,2	2 307,7	2 847,1	2 231,6	1 188,5	7,4	23,4	-21,6	-46,7	-13,8
Total[1]:										
monnaie canadienne	4 371,2	3 323,1	3 883,0	4 137,2	4 758,7	-24,0	16,8	6,5	15,0	2,1
monnaie américaine	1 945,3	1 769,4r	1 806,3	1 132,5	947,9	-9,0r	2,1r	-37,3	-16,3	-16,5
monnaies européennes	109,2	816,3r	1 469,4	822,7	772,6	647,5r	80,0r	-44,0	-6,1	63,1
autres (YEN)	97,1	103,7	122,6	-	168,4	6,9	18,2	...	...	14,8
Total du secteur public québécois:										
en dollars courants	6 522,8	6 012,5	7 281,3	6 092,4	6 647,6	-7,8	21,1	-16,3	9,1	0,5
en dollars constants de 1971[2]	2 888,8	2 407,9	2 642,9	2 097,2	2 221,0	-16,6	9,8	-20,6	5,9	-6,4
			'000 000 $					%		
PIB aux prix du marché	70 312r	80 015r	84 009r	90 432r	98 431*	13,8	5,0	7,6	8,8	8,8
PIB en dollars constants (1971 = 100)[2]	31 139r	32 044r	30 493r	31 130r	32 887*	2,9	-4,8	2,1	5,6	1,4
Revenu personnel	61 213r	71 383r	77 761r	81 641r	87 834*	16,6	8,9	5,0	7,6	9,4
Emissions brutes d'obligations du secteur public canadien[3]:										
Gouvernement du Canada	14 410	19 869	21 866	25 285	28 676	37,9	10,1	15,6	13,4	18,8
Provinces et municipalités au Canada	11 598	10 515	13 015	12 058	8 491	-9,3	23,8	-7,4	-29,6	-7,5
à l'étranger	1 643	6 733	7 597	5 705	4 775	309,8	12,8	-24,9	-16,3	30,6
Somme partielle	13 241	17 248	20 612r	17 763r	13 266	30,3	19,5	-13,8	-25,3	0,1
Total du secteur public canadien[3]	27 651	37 117	42 478r	43 048r	41 942	34,2	14,4	1,3	-2,6	51,7
				%						
Total du secteur public québécois en pourcentage:										
du PIB	9,3r	7,5r	8,7	6,7	6,7	...	...	...	...	...
du revenu personnel	10,7r	8,4	9,4r	7,5r	7,6	...	...	...	...	...
des provinces et municipalités	49,3	34,8	35,3	34,3	50,1	...	...	...	...	...
du secteur public canadien	23,6	16,2	17,1	14,2r	15,8	...	...	...	...	...
Total du secteur public québécois:										
per capita ($)	1 021	934	1 124	935r	1 015	-8,5	20,3	-16,8	8,6	-0,1
Indice synthétique des prix de la DNB (1971 = 100)[2]	225,8r	249,7r	275,5r	290,5r	299,3	10,6	10,3	5,4	3,0	7,3
Population ('000)	6 386	6 438	6 480	6 515	6 549	0,8	0,6	0,5	0,5	0,6

* Données préliminaires.
1 Converti en monnaie canadienne.
2 Dégonflé avec l'indice synthétique des prix de la DNB canadienne (données désaisonnalisées).
3 Obligations émises ou garanties.

Sources: Banque du Canada: *Revue de La Banque du Canada*. Février 1985.
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2
Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois, selon la monnaie, 1979-1984

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
			'000 $			
Monnaie canadienne						
Administrations publiques						
Provinciale:						
Gouvernement du Québec	1 250 313	2 393 129	1 712 962	2 033 131	1 920 445	2 587 786
Commissions scolaires	141 046	122 377	35 000	17 899	368 040	595 324
Cégeps	23 500	28 500	28 500	70 000	-	146 400
Université du Québec	15 000	22 000	27 000	32 000	17 000	17 000
Etablissements de santé	42 485	87 935	130 415	198 015	88 790	130 555
Total de l'administration publique provinciale	1 472 344	2 653 941	1 933 877	2 351 045	2 394 275	3 477 065
Locales:						
Municipalités	562 971	569 251	505 303	597 464	461 196	559 406
Communautés urbaines	15 554	84 830	135 070	89 074	82 833	157 579
Corporations de comté / MRC	-	350	650	1 217	-	160
Total des administrations publiques locales	578 525	654 431	641 023	687 755	544 029	717 145
Total des administrations publiques	2 050 870	3 308 372	2 574 900	3 038 800	2 938 304	4 194 210
Entreprises publiques						
Provinciales:						
Hydro-Québec	935 000	1 005 000	680 000	735 000	735 413	516 000
Sidbec	-	-	-	-	375 000	-
RIO	-	50 000	50 000	-	-	-
Autres	-	-	-	-	46 175	31 900
Somme partielle	935 000	1 055 000	730 000	735 000	1 156 588	547 900
Locales:						
Commissions de transport	29 370	7 843	18 241	109 222	42 339	16 609
Total des entreprises publiques	964 370	1 062 843	748 241	844 222	1 198 927	564 509
Total, monnaie canadienne	3 015 239	4 371 215	3 323 141	3 883 022	4 137 231	4 758 719
Monnaie américaine						
Administrations publiques						
Provinciale:						
Gouvernement du Québec	169 897	344 790	445 256[r]	245 561	378 111	575 089
Locales:						
Municipalités	-	297 459	135 367	126 544	32 370	12 921
Communautés urbaines	17 922	284 425	105 610	126 195	92 430	257 495
Somme partielle	17 922	581 884	240 977	252 739	124 800	270 416
Total des administrations publiques	187 819	926 674	686 233[r]	498 300	502 911	845 505
Entreprises publiques provinciales:						
Hydro-Québec	847 791	1 018 675	1 083 120[r]	859 973	629 645	82 545
Sidbec	-	-	-	-	-	-
RIO	-	-	-	448 000	-	-
Autres	-	-	-	-	-	19 830
Total des entreprises publiques	847 791	1 018 675	1 083 120[r]	1 307 973	629 645	102 375
Total, monnaie américaine	1 035 610	1 945 349	1 769 353[r]	1 806 273	1 132 556	947 880
Monnaies européennes						
Administrations publiques						
Provinciale:						
Gouvernement du Québec	80 466	-	74 366[r]	475 789	261 582	123 411
Commissions scolaires	-	-	-	30 000	-	-
Locales:						
Municipalités	109 421	27 598	186 533	159 979	100 000	159 868
Communautés urbaines	-	14 860	79 065	108 669	58 010	32 000
Entreprises publiques provinciales:						
Hydro-Québec	-	66 720	476 348[r]	694 916	403 089	437 301
Commissions de transport	-	-	-	-	-	20 000
Total, monnaies européennes	189 887	109 178	816 312[r]	1 469 353	822 681	772 580
Autres monnaies						
Gouvernement du Québec	-	97 070	103 721	98 095	-	104 067
Communautés urbaines	-	-	-	24 535	-	-
Hydro-Québec	-	-	-	-	-	64 334
Total, autres monnaies	-	97 070	103 721	122 630	-	168 401
Total du secteur public québécois	4 240 736	6 522 812	6 012 527	7 281 278	6 092 468	6 647 580

Tableau 3
Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois, selon l'emprunteur, 1979-1984

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
			'000 $			
Administrations publiques						
Provinciale:						
Gouvernement du Québec						
monnaie canadienne	1 250 313	2 393 129	1 712 962 r	2 033 131	1 920 445	2 587 786
monnaie américaine	169 897	344 790	445 256 r	245 561	378 111	575 089
monnaies européennes	80 466	-	74 366 r	475 789	261 582	123 411
autres monnaies	-	97 070	103 721	98 095	-	104 067
Somme partielle	1 500 675	2 834 989	2 336 305	2 852 576	2 560 138	3 390 353
Commissions scolaires	141 046	122 377	35 000	17 899	368 040	595 324
monnaie canadienne	-	-	-	30 000	-	-
monnaies européennes	23 500	28 500	28 500	70 000	-	146 400
Cégeps	15 000	22 000	27 000	32 000	17 000	17 000
Université du Québec	42 485	87 935	130 415	198 015	88 790	130 555
Etablissements de santé	222 031	260 812	220 915	347 914	473 830	889 279
Somme partielle						
Total de l'administration publique provinciale	1 722 706	3 095 801	2 557 220	3 200 490	3 033 968	4 279 632
Locales:						
Municipalités	562 971	569 251	505 303	597 464	461 196	559 406
monnaie canadienne	-	297 459	135 367	126 544	32 370	12 921
monnaie américaine	109 421	27 598	186 533	159 979	100 000	159 868
monnaies européennes	672 392	894 308	827 203	883 987	593 566	732 195
Somme partielle						
Communautés urbaines	15 554	84 830	135 070	89 074	82 833	157 579
monnaie canadienne	17 922	284 425	105 610	126 195	92 430	257 495
monnaie américaine	-	14 860	79 065	108 669	58 010	32 000
monnaies européennes	-	-	-	24 535	-	-
autres monnaies	33 476	384 115	319 745	348 473	233 273	447 074
Somme partielle						
Corporations de comté / MRC	-	350	650	1 217	-	160
Total des administrations publiques locales	705 868	1 278 773	1 147 598	1 233 677	826 839	1 179 429
Total des administrations publiques	2 428 574	4 374 574	3 704 818	4 434 167	3 860 807	5 459 061
Entreprises publiques						
Provinciales:						
Hydro-Québec	935 000	1 005 000	680 000 r	735 000	735 413	516 000
monnaie canadienne	847 791	1 018 675	1 083 120 r	859 973	629 645	82 545
monnaie américaine	-	66 720	476 348 r	694 916	403 089	437 301
monnaies européennes	-	-	-	-	-	64 334
autres monnaies	1 782 791	2 090 395	2 239 468	2 289 889	1 768 147	1 100 180
Somme partielle						
Sidbec	-	-	-	-	375 000	-
Régie des installations olympiques	-	50 000	50 000	-	-	-
monnaie canadienne	-	-	-	448 000	-	-
monnaie américaine						
Autres	-	-	-	-	46 175	31 900
monnaie canadienne	-	-	-	-	-	19 830
monnaie américaine	-	-	-	-	-	51 730
Somme partielle						
Total des entreprises publiques provinciales	1 782 791	2 140 395	2 289 468	2 737 889	2 189 322	1 151 910
Locales:						
Commissions de transport	29 370	7 843	18 241	109 222	42 339	16 609
monnaie canadienne	-	-	-	-	-	20 000
monnaies européennes						
Total des entreprises publiques locales	29 370	7 843	18 241	109 222	42 339	36 609
Total des entreprises publiques	1 812 161	2 148 238	2 307 709	2 847 111	2 231 661	1 188 519
Total du secteur public québécois	4 240 735	6 522 812	6 012 527	7 281 278	6 092 468	6 647 580

Tableau 4
Valeur annuelle des emprunts à long terme des administrations publiques locales, selon le mode de vente et la monnaie, Québec, 1979-1984

		Selon le mode de vente[1]			
		Soumissions publiques	Gré à gré	Au comptoir	Au marché (Somme partielle)
			'000 $		
1984	Municipalités	304 242	244 101	-	548 343
	Communautés urbaines	-	151 876	-	151 876
	MRC	-	160	-	160
1984	Total	304 242	396 137	-	700 379
1983		210 750	295 787	-	506 537
1982		287 397	333 057	434	620 888
1981		157 945	427 750	267	585 962
1980		177 127	450 956	613	628 696
1979		165 127	326 926	291	492 344

1 Emissions en monnaie canadienne.
2 Exprimé en dollars canadiens.

Tableau 5
Valeur annuelle des emprunts à long terme des institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux, Québec, 1979-1984

Année	Réseau d'éducation				Etablissements publics de santé et de services sociaux	Total général	Autres universités[1] (privées)
	Commissions scolaires	Cégeps	Université du Québec	Total			
				'000 $			
1979	141 046	23 500	15 000	179 546	42 485	222 031	33 000
1980	122 377	28 500	22 000	172 877	87 935	260 812	16 600
1981	35 000	28 500	27 000	90 500	130 415	220 915	44 800
1982	47 899	70 000	32 000	149 899	198 015	347 914	90 700
1983	368 040	-	17 000	385 040	88 790	473 830	36 000
1984	595 324	146 400	17 000	758 724	130 555	889 279	32 500[2]

1 Ces universités ne font pas partie de l'univers de notre enquête. Ces données sont présentées à titre d'information étant donné que certains organismes les incluent dans leurs compilations, entre autres le ministère des Finances du Québec.
2 Université MC Gill: 7 000; Ecole Poiytechnique: 2 000; Université Laval: 5 500; Université de Montréal: 10 000; Université de Montréal 8 000; Coût réel moyen pondéré: 13,32%.

Selon le mode de vente[1]			Détail selon la monnaie[2]					
SHQ	SCHL	Hors-marché (Somme partielle)	Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Autres monnaies	Total général
				'000 $				
193	10 870	11 063	559 406	100 840	12 921	59 028	-	732 195
-	5 703	5 703	157 579	32 000	257 495	-	-	447 074
-	-	-	160	-	-	-	-	160
193	16 573	16 766	717 145	132 840	270 416	59 028	-	1 179 429
381	37 111	37 492	544 029	100 000	124 800	58 010	-	826 839
3 595	63 272	66 867	687 755	159 500	252 739	109 148	24 535	1 233 677
1 046	54 015	55 061	641 023	-	240 977	265 598	-	1 147 598
5 362	20 373	25 735	654 431	-	581 884	42 458	-	1 278 773
3 637	82 543	86 180	578 524	-	17 922	109 421	-	705 867

Tableau 6
Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1983 et 1984

	Monnaies									
	canadienne		américaine		européennes[1]		autres		total	
	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984
Administration publique provinciale										
Gouvernement du Québec[2]										
Ministères	..	12,29	..	12,77	..	12,53	-	8,10	..	12,30
Fonds spéciaux	..	13,07	..	15,04	..	12,45	-	13,00	..	13,58
Somme partielle	10,91	12,30	11,90	13,00	7,87	12,51	-	10,47	10,75	12,37
Institutions publiques										
Commissions scolaires	12,08	13,56	-	-	-	-	-	-	12,08	13,56
Cégeps	-	12,95	-	-	-	-	-	-	-	12,95
Université du Québec	12,05	12,47	-	-	-	-	-	-	12,05	12,47
Etablissements de santé	11,93	13,91	-	-	-	-	-	-	11,93	13,91
Somme partielle	12,05	13,49	-	-	-	-	-	-	12,05	13,49
Total de l'administration publique provinciale	11,14	12,60	11,90	13,00	7,87	12,51	-	10,47	10,95	12,60
Administrations publiques locales										
Municipalités	11,87	12,90	11,51	12,62	12,20	10,43	-	-	11,91	12,90
Communautés urbaines	12,01	11,96	12,07	11,43	6,14	12,68	-	-	10,57	11,71
MRC	-	13,54	-	-	-	-	-	-	-	13,54
Total des administrations publiques locales	11,89	12,69	11,92	11,49	9,98	10,80	-	-	11,53	12,11
Entreprises publiques										
Hydro-Québec	12,20	13,61	12,77	12,78	11,55	10,88	-	8,18	12,25	12,15
Autres	11,33	11,00	-	9,26	-	-	-	-	11,33	10,33
Commissions de transport	12,32	13,22	-	-	-	12,18	-	-	12,31	12,65
Total des entreprises publiques	11,90	13,45	12,77	12,10	11,55	10,94	-	8,18	12,08	12,08
Total du secteur public québécois	11,45	12,72	12,39	12,47	10,08	11,16	-	9,59	11,45	12,42

1 Incluant les euro-canadiens.
2 Pour 1983, la distinction n'est pas faite entre ministères et fonds spéciaux.

Tableau 7
Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1983 et 1984

	Monnaies									
	canadienne		américaine		européennes[1]		autres		total	
	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984
Administration publique provinciale										
Gouvernement du Québec[2]										
Ministères	..	12,3	..	17,7	..	36,1	-	10,0	..	13,8
Fonds spéciaux	..	7,2	..	8,1	..	5,0	-	5,0	..	6,4
Somme partielle	9,0	12,2	16,8	16,7	7,5	27,5	-	7,6	10,0	13,4
Institutions publiques										
Commissions scolaires	6,1	10,1	-	-	-	-	-	-	6,1	10,1
Cégeps	-	10,0	-	-	-	-	-	-	-	10,0
Université du Québec	9,2	8,0	-	-	-	-	-	-	9,2	8,0
Etablissements de santé	6,2	10,3	-	-	-	-	-	-	6,2	10,3
Somme partielle	6,2	10,1	-	-	-	-	-	-	6,2	10,1
Total de l'administration publique provinciale	8,5	11,7	16,8	16,7	7,5	27,5	-	7,6	9,4	12,7
Administrations publiques locales										
Municipalités	5,6	6,6	7,0	5,0	7,5	8,1	-	-	6,1	6,9
Communautés urbaines	26,2	17,0	7,0	6,5	10,0	7,0	-	-	14,5	10,2
MRC	-	5,0	-	-	-	-	-	-	-	5,0
Total des administrations publiques locales	8,7	8,9	7,0	6,4	8,4	7,9	-	-	8,4	8,2
Entreprises publiques										
Hydro-Québec	10,6	12,5	15,2	10,4	16,5	8,2	-	10,0	13,5	10,5
Autres	6,5	7,1	-	10,0	-	-	-	-	6,5	8,2
Commissions de transport	5,9	8,7	-	-	-	7	-	-	5,9	7,8
Total des entreprises publiques	9,0	12,1	15,2	10,3	16,5	8,1	-	10,0	12,0	10,3
Total du secteur public québécois	8,6	11,3	14,8	13,1	12,1	11,1	-	8,5	10,2	11,5

1 Incluant les euro-canadiens.
2 Pour 1983, la distinction n'est pas faite entre ministères et fonds spéciaux.

Tableau 8
Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois, selon la monnaie, janvier – décembre 1984

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
			%		
Monnaie canadienne					
Administrations publiques					
Provinciale:					
Gouvernement du Québec:					
Ministères	-	12,85	13,18	12,81	14,47
Fonds spéciaux	-	-	-	-	11,66
Institutions publiques:					
Commissions scolaires	13,31	12,40	12,85	12,68	13,97
Cégeps	-	-	-	-	-
Université du Québec	-	12,47	-	-	-
Etablissements de santé	-	-	-	-	-
Total de l'administration publique provinciale	13,31	12,76	13,08	12,75	14,32
Locales:					
Municipalités	11,84	12,21	12,93	13,21	12,49
Communautés urbaines	-	-	-	11,24	-
MRC	-	-	-	-	13,54
Total des administrations publiques locales	11,84	12,21	12,93	11,63	12,50
Entreprises publiques					
Provinciales:					
Hydro-Québec	-	12,60	13,48	-	-
Autres	-	-	-	-	10,90
Locales:					
Commissions de transport	-	-	12,70	13,30	-
Total, monnaie canadienne	12,76	12,71	13,26	12,24	13,85
Monnaie américaine					
Administrations publiques					
Provinciale:					
Gouvernement du Québec:					
Ministères	-	11,90	-	-	-
Fonds spéciaux	-	-	-	-	-
Locales:					
Municipalités	11,44	11,25	-	-	-
Communautés urbaines	-	-	10,87	-	-
Entreprises publiques provinciales:					
Hydro-Québec	13,37	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
Total, monnaie américaine	13,19	11,89	10,87	-	-
Monnaies européennes[1]					
Administrations publiques					
Provinciale:					
Gouvernement du Québec:					
Ministères	-	12,53	-	-	-
Fonds spéciaux	-	-	-	-	-
Locales:					
Municipalités	6,09	-	13,00	-	-
Communautés urbaines	-	-	-	-	-
Entreprises publiques					
Provinciales:					
Hydro-Québec	-	-	-	-	10,36
Locales:					
Commissions de transport	-	-	12,18	-	-
Total, monnaies européennes	6,09	12,53	12,45	-	10,36
Autres monnaies (YEN)					
Administrations publiques					
Provinciale:					
Gouvernement du Québec:					
Ministères	-	-	-	-	-
Fonds spéciaux	-	-	-	-	-
Entreprises publiques provinciales:					
Hydro-Québec	-	-	-	-	-
Total, autres monnaies	-	-	-	-	-
Total du secteur public québécois	9,59	12,44	12,36	12,24	12,66

1 Incluant les émissions en euro-canadiens.

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
11,42	11,62	13,18	11,92	11,47	12,88	12,48	12,29
-	13,07	13,53	-	-	13,03	-	13,07
14,06	14,43	-	14,23	13,51	13,42	12,46	13,56
-	-	-	-	13,79	13,27	12,72	12,95
-	-	-	-	-	-	-	12,47
13,90	14,58	14,43	14,16	13,90	-	12,59	13,91
11,47	14,03	13,25	14,18	13,46	13,05	12,54	12,60
13,88	14,09	13,51	13,34	13,00	12,33	12,13	12,90
-	-	-	-	-	12,85	11,35	11,96
-	-	-	-	-	-	-	13,54
13,88	14,09	13,51	13,34	13,00	12,58	12,03	12,69
-	-	14,25	-	13,10	-	-	13,61
-	-	-	-	12,60	12,13	-	11,00
-	-	-	13,72	-	13,24	-	13,22
11,51	14,06	13,68	14,04	13,19	12,93	12,45	12,72
-	-	-	13,26	-	-	-	12,77
13,15	-	-	17,37	-	-	-	15,04
13,94	13,94	-	-	12,64	-	-	12,62
-	13,05	-	-	-	-	-	11,43
-	-	12,61	-	-	-	-	12,78
-	-	-	-	-	10,52	8,15	9,26
13,18	13,08	12,61	13,56	12,64	10,52	8,15	12,47
15,68	-	-	-	-	-	-	12,58
-	-	-	-	-	12,45	-	12,45
6,21	-	14,37	13,30	-	12,25	-	10,43
-	-	-	-	-	12,68	-	12,68
-	13,56	-	12,78	5,81	-	-	10,88
-	-	-	-	-	-	-	12,18
10,83	13,56	14,37	12,79	5,81	12,41	-	11,16
-	8,10	-	-	-	-	-	8,10
13,00	-	-	-	-	-	-	13,00
-	8,18	-	-	-	-	-	8,18
13,00	8,14	-	-	-	-	-	9,59
11,61	12,19	13,60	13,70	11,75	12,80	12,37	12,42

Tableau 9
Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme du gouvernement du Québec, janvier – décembre 1984

	En monnaie canadienne				
	Au marché				
	Privé	Public			
	Banques et autres	Obligations d'épargne[1]	Autres	Total public	Total au marché (Moyenne pondérée)
Janvier					
Coût réel %	-	-	-	-	-
Durée (années)	-	-	-	-	-
Février					
Coût réel %	-	9,28	12,87	12,85	12,85
Durée (années)	-	10,0	13,8	13,8	13,8
Mars					
Coût réel %	-	9,28	-	9,28	9,28
Durée (années)	-	10,0	-	10,0	10,0
Avril					
Coût réel %	12,88	9,28	-	9,28	12,81
Durée (années)	19,0	10,0	-	10,0	18,8
Mai					
Coût réel %	11,66	9,28	14,00	13,95	13,86
Durée (années)	3,0	10,0	10,0	10,0	9,7
Juin					
Coût réel %	-	11,42	-	11,42	11,42
Durée (années)	-	10,0	-	10,0	10,0
Juillet					
Coût réel %	13,07	11,42	-	11,42	11,52
Durée (années)	3,0	10,0	-	10,0	9,6
Août					
Coût réel %	12,98	11,42	-	11,42	12,96
Durée (années)	9,4	10,0	-	10,0	9,4
Septembre					
Coût réel %	-	11,42	-	11,42	11,42
Durée (années)	-	10,0	-	10,0	10,0
Octobre					
Coût réel %	-	11,42	-	11,42	11,42
Durée (années)	-	10,0	-	10,0	10,0
Novembre					
Coût réel %	13,03	11,42	12,90	12,90	12,92
Durée (années)	7,5	10,0	15,4	15,4	14,5
Décembre					
Coût réel %	-	11,42	-	11,42	11,42
Durée (années)	-	10,0	-	10,0	10,0
Moyenne annuelle pondérée					
Coût réel %	12,94	11,42	13,01	11,84	11,93
Durée (années)	12,2	10,0	14,0	11,1	11,2

1 Incluant les portions de l'émission 1983 encaissées en 1984.

En monnaie canadienne								
Hors-marché			Total					
Gouvernement du Canada (RPC)	Caisse de dépôt et placement	Total hors-marché (Moyenne pondérée)	Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Autres monnaies	Moyenne générale pondérée
-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	12,85	-	11,90	12,53	-	12,44
-	-	-	13,8	-	10,0	36,1	-	16,3
12,13	13,30	13,29	13,18	-	-	-	-	13,18
20,0	19,0	19,0	18,8	-	-	-	-	18,8
12,60	-	12,60	12,81	-	-	-	-	12,81
20,0	-	20,0	18,8	-	-	-	-	18,8
13,48	14,65	14,64	14,44	-	-	-	-	14,44
20,0	20,0	20,0	17,4	-	-	-	-	17,4
13,70	-	13,70	11,42	15,68	13,15	-	13,00	11,53
20,0	-	20,0	10,0	8,0	5,0	-	5,0	9,7
13,80	-	13,80	11,70	-	-	-	8,10	8,64
20,0	-	20,0	10,4	-	-	-	10,0	10,1
14,06	13,31	13,31	13,19	-	-	-	-	13,19
20,0	10,0	10,0	9,8	-	-	-	-	9,8
13,20	-	13,20	11,92	-	13,56	-	-	13,55
20,0	-	20,0	12,8	-	21,3	-	-	21,3
13,05	-	13,05	11,47	-	-	-	-	11,47
20,0	-	20,0	10,3	-	-	-	-	10,3
12,95	12,82	12,82	12,89	12,45	-	-	-	12,84
20,0	10,0	10,1	13,3	5,0	-	-	-	12,4
-	12,48	12,48	12,48	-	-	-	-	12,48
-	15,0	15,0	15,0	-	-	-	-	15,0
13,25	13,20	13,20	12,30	12,58	13,00	12,53	10,47	12,37
20,0	14,9	14,9	12,2	5,1	16,7	36,1	7,6	13,4

Tableau 10
Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme des administrations publiques locales, selon le mode de vente et la monnaie, Québec, janvier - décembre 1984

	Selon le mode de vente[1]			
	Soumissions publiques	Gré à gré	Au marché (Moyenne pondérée)	SHQ
	%	%	%	%
Janvier	11,838	11,953	11,846	-
Février	12,245	11,905	12,213	-
Mars	13,332	12,842	12,927	-
Avril	13,241	11,458	11,627	-
Mai	13,474	13,881	13,847	-
Juin	13,872	14,026	13,897	-
Juillet	14,015	14,194	14,188	-
Août	13,462	13,662	13,513	-
Septembre	13,365	13,278	13,344	-
Octobre	12,952	13,257	12,998	-
Novembre	12,392	12,666	12,572	7,875
Décembre	12,303	12,121	12,162	-
Moyenne annuelle pondérée	12,933	12,632	12,763	7,875

1 Emissions en monnaie canadienne.

Tableau 11
Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme des commissions scolaires, Québec, janvier - décembre 1984

	Soumissions publiques		Gré à gré		Moyenne pondérée	
	Coût réel[1]	Durée[2]	Coût réel[1]	Durée[2]	Coût réel[1]	Durée[2]
	%	Années	%	Années	%	Années
Janvier	-	-	13,31	22,1	13,31	21,1
Février	-	-	12,40	8,1	12,40	8,1
Mars	-	-	12,85	10,7	12,85	10,7
Avril	-	-	12,68	5,3	12,68	5,3
Mai	-	-	13,97	8,8	13,97	8,8
Juin	-	-	14,06	5,4	14,06	5,4
Juillet	-	-	14,43	9,8	14,43	9,8
Août	-	-	-	-	-	-
Septembre	-	-	14,23	12,2	14,23	12,2
Octobre	-	-	13,51	8,5	13,51	8,5
Novembre	-	-	13,42	10,3	13,42	10,3
Décembre	-	-	12,46	10,8	12,46	10,8
Moyenne annuelle pondérée	-	-	13,56	10,1	13,56	10,1

1 Moyenne pondérée dans le cas d'émission en plusieurs tranches.
2 Lorsqu'il s'agit d'échéances en séries, la durée indiquée correspond à une moyenne pondérée qui prend en considération la durée et la somme à rembourser, et ce, à chaque échéance.

Selon le mode de vente		Détail selon la monnaie				
SCIIL	Hors-marché (Moyenne pondérée)	Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Moyenne générale pondérée
9,625	9,625	11,842	-	11,438	6,095	7,387
-	-	12,213	-	11,250	-	12,125
-	-	12,927	13,003	10,869	-	11,285
-	-	11,627	-	-	-	11,627
9,747	9,747	12,500	-	-	-	12,500
9,862	9,862	13,875	-	13,938	6,213	13,375
9,608	9,608	14,087	-	13,078	-	13,477
-	-	13,513	14,368	-	-	13,747
-	-	13,344	13,300	-	-	13,343
-	-	12,998	-	12,637	-	12,978
10,000	9,930	12,572	12,398	-	-	12,505
-	-	12,031	-	-	-	12,031
9,826	9,804	12,694	12,894	11,489	6,098	12,110

Tableau 12
Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier – décembre 1984

	Monnaies					
	canadienne		euro-canadienne		américaine	
	coût réel %	durée années	coût réel %	durée années	coût réel %	durée années
Janvier	-	-	-	-	13,369	28,9
Février	12,602	9,6	-	-	-	-
Mars	13,483	20,7	-	-	-	-
Mai	-	-	13,360	10,0	-	-
Juillet	-	-	13,980	7,0	-	-
Août	14,253	7,9	-	-	12,610	5,0
Septembre	-	-	12,781	9,0	-	-
Octobre	13,100	10,0	-	-	-	-
Moyenne annuelle pondérée	13,607	12,5	13,524	8,6	12,782	10,4

Monnaies européennes		autres		Moyenne générale pondérée	
coût réel %	durée années	coût réel %	durée années	coût réel %	durée années
-	-	-	-	13,369	28,9
-	-	-	-	12,602	9,6
-	-	-	-	13,483	20,7
8,042	7,5	-	-	10,358	8,6
13,190	10,0	8,176	10,0	12,009	9,0
-	-	-	-	13,848	7,2
-	-	-	-	12,781	9,0
5,808	6,0	-	-	10,098	8,4
9,045	7,9	8,176	10,0	12,145	10,5

Tableau 13
Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois, selon l'emprunteur,
Janvier – décembre 1984

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
			'000 $		
Administrations publiques					
Provinciale:					
Gouvernement du Québec:					
Ministères					
monnaie canadienne	-	225 940	77 783	51 745	201 510
monnaie américaine	-	187 163	-	-	-
monnaies européennes	-	87 878	-	-	-
autres monnaies	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	500 981	77 783	51 745	201 510
Fonds spéciaux					
monnaie canadienne	-	-	-	-	2 000
monnaie américaine	-	-	-	-	-
monnaies européennes	-	-	-	-	-
autres monnaies	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	-	-	-	2 000
Total du gouvernement du Québec	-	500 981	77 783	51 745	203 510
Institutions publiques					
Commissions scolaires	25 097	39 788	32 826	40 868	70 575
Cégeps	-	-	-	-	-
Université du Québec	-	17 000	-	-	-
Etablissements de santé	-	-	-	-	-
Somme partielle	25 097	56 788	32 826	40 868	70 575
Total de l'administration publique provinciale	25 097	557 769	110 609	92 613	274 085
Locales:					
Municipalités					
monnaie canadienne	14 915	18 270	37 854	18 348	29 482
monnaie américaine	1 966	1 844	-	-	-
monnaies européennes	57 574	-	10 000	-	-
Somme partielle	74 455	20 114	47 854	18 348	29 482
Communautés urbaines					
monnaie canadienne	-	-	-	75 000	-
monnaie américaine	-	-	190 980	-	-
monnaies européennes	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	-	190 980	75 000	-
MRC	-	-	-	-	160
Total des administrations publiques locales	74 455	20 114	238 834	93 348	29 642
Total des administrations publiques	99 552	577 883	349 443	185 961	303 727
Entreprises publiques					
Provinciale:					
Hydro-Québec					
monnaie canadienne	-	50 000	161 000	-	-
monnaie américaine	18 713	-	-	-	-
monnaies européennes	-	-	-	-	172 180
autres monnaies	-	-	-	-	-
Somme partielle	18 713	50 000	161 000	-	172 180
Autres					
monnaie canadienne	-	-	-	-	30 000
monnaie américaine	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	-	-	-	30 000
Locales:					
Commissions de transport					
monnaie canadienne	-	-	3 500	8 800	-
monnaies européennes	-	-	20 000	-	-
Somme partielle	-	-	23 500	8 800	-
Total des entreprises publiques	18 713	50 000	184 500	8 800	202 180
Total du secteur public québécois	118 265	627 883	533 943	194 761	505 907

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
			'000 $				
1 213 272	8 910	213 640	1 524	6 422	250 665	301 125	2 552 536
-	-	-	329 876	-	-	-	517 039
1 385	-	-	-	-	-	-	89 263
-	53 757	-	-	-	-	-	53 757
1 214 657	62 667	213 640	331 400	6 422	250 665	301 125	3 212 595
-	500	8 750	-	-	24 000	-	35 250
32 050	-	-	26 000	-	-	-	58 050
-	-	-	-	-	34 148	-	34 148
50 310	-	-	-	-	-	-	50 310
82 360	500	8 750	26 000	-	58 148	-	177 758
1 297 017	63 167	222 390	357 400	6 422	308 813	301 125	3 390 353
18 180	50 125	-	115 045	79 065	99 015	24 740	595 324
-	-	-	-	12 000	36 500	97 900	146 400
-	-	-	-	-	-	-	17 000
6 915	2 920	9 860	80 000	10 600	-	20 260	130 555
25 095	53 045	9 860	195 045	101 665	135 515	142 900	889 279
1 322 112	116 212	232 250	552 445	108 007	444 328	444 025	4 279 632
19 201	44 843	79 730	37 123	93 154	78 487	87 999	559 406
1 424	2 160	-	-	5 527	-	-	12 921
1 454	-	30 000	840	-	60 000	-	159 868
22 079	47 003	109 730	37 963	98 681	138 487	87 999	732 195
-	-	-	-	-	70 000	12 579	157 579
-	66 515	-	-	-	-	-	257 495
-	-	-	-	-	32 000	-	32 000
-	66 515	-	-	-	102 000	12 579	447 074
-	-	-	-	-	-	-	160
22 079	113 518	109 730	37 963	98 681	240 487	100 578	1 179 429
1 344 191	229 730	341 980	590 408	206 768	684 815	544 603	5 459 061
-	-	195 000	-	110 000	-	-	516 000
-	-	63 832	-	-	-	-	82 545
-	158 640	-	29 501	76 980	-	-	437 301
-	64 334	-	-	-	-	-	64 334
-	222 974	258 832	29 501	186 980	-	-	1 100 180
-	-	-	-	1 500	400	-	31 900
-	-	-	-	-	9 254	10 576	19 830
-	-	-	-	1 500	9 654	10 576	51 730
-	-	-	2 106	-	2 203	-	16 609
-	-	-	-	-	-	-	20 000
-	-	-	2 106	-	2 203	-	36 609
-	222 974	258 832	31 607	188 480	11 857	10 576	1 188 519
1 344 191	452 704	600 812	622 015	395 248	696 672	555 179	6 647 580

Tableau 14
Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois, selon la monnaie, janvier – décembre 1984

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
			'000 $		
Monnaie canadienne					
Administrations publiques					
Provinciale:					
Gouvernement du Québec:					
Ministères	-	225 940	77 783	51 745	201 510
Fonds spéciaux	-	-	-	-	2 000
Somme partielle	-	225 940	77 783	51 745	203 510
Institutions publiques:					
Commissions scolaires	25 097	39 788	32 826	40 868	70 575
Cégeps	-	-	-	-	-
Université du Québec	-	17 000	-	-	-
Etablissements de santé	-	-	-	-	-
Somme partielle	25 097	56 788	32 826	40 868	70 575
Total de l'administration provinciale	25 097	282 728	110 609	92 613	274 085
Locales:					
Municipalités	14 915	18 270	37 854	18 348	29 482
Communautés urbaines	-	-	-	75 000	-
MRC	-	-	-	-	160
Total des administrations publiques locales	14 915	18 270	37 854	93 348	29 642
Entreprises publiques					
Provinciales:					
Hydro-Québec	-	50 000	161 000	-	-
Autres	-	-	-	-	30 000
Locales:					
Commissions de transport	-	-	3 500	8 800	-
Total, monnaie canadienne	40 012	350 998	312 963	194 761	333 727
Monnaie américaine					
Administrations publiques					
Provinciale:					
Gouvernement du Québec:					
Ministères	-	187 163	-	-	-
Fonds spéciaux	-	-	-	-	-
Locales:					
Municipalités	1 966	1 844	-	-	-
Communautés urbaines	-	-	190 980	-	-
Entreprises publiques					
Provinciales:					
Hydro-Québec	18 713	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-
Total, monnaie américaine	20 679	189 007	190 980	-	-
Monnaies européennes					
Administrations publiques					
Provinciale:					
Gouvernement du Québec					
Ministères	-	87 878	-	-	-
Fonds spéciaux	-	-	-	-	-
Locales:					
Municipalités	57 574	-	10 000	-	-
Communautés urbaines	-	-	-	-	-
Entreprises publiques					
Provinciales:					
Hydro-Québec	-	-	-	-	172 180
Locales:					
Commissions de transport	-	-	20 000	-	-
Total, monnaies européennes	57 574	87 878	30 000	-	172 180
Autres monnaies (YEN)					
Administrations publiques					
Provinciale:					
Gouvernement du Québec					
Ministères	-	-	-	-	-
Fonds spéciaux	-	-	-	-	-
Entreprises publiques					
Provinciales:					
Hydro-Québec	-	-	-	-	-
Total, autres monnaies	-	-	-	-	-
Total du secteur public québécois	118 265	627 883	533 943	194 761	505 907

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
			'000 $				
1 213 272	8 910	213 640	1 524	6 422	250 665	301 125	2 552 536
-	500	8 750	-	-	24 000	-	35 250
1 213 272	9 410	222 390	1 524	6 422	274 665	301 125	2 587 786
18 180	50 125	-	115 045	79 065	99 015	24 740	595 324
-	-	-	-	12 000	36 500	97 900	146 400
-	-	-	-	-	-	-	17 000
6 915	2 920	9 860	80 000	10 600	-	20 260	130 555
25 095	53 045	9 860	195 045	101 665	135 515	142 900	889 279
1 238 367	62 455	232 250	196 569	108 087	410 180	444 025	3 477 065
19 201	44 843	79 730	37 123	93 154	78 487	87 999	559 406
-	-	-	-	-	70 000	12 579	157 579
-	-	-	-	-	-	-	160
19 201	44 843	79 730	37 123	93 154	148 487	100 578	717 145
-	-	195 000	-	110 000	-	-	516 000
-	-	-	-	1 500	400	-	31 900
-	-	-	2 106	-	2 203	-	16 609
1 257 568	107 298	506 980	235 798	312 741	561 270	544 603	4 758 719
-	-	-	329 876	-	-	-	517 039
32 050	-	-	26 000	-	-	-	58 050
1 424	2 160	-	-	5 527	-	-	12 921
-	66 515	-	-	-	-	-	257 495
-	-	63 832	-	-	-	-	82 545
-	-	-	-	-	9 254	10 576	19 830
33 474	68 675	63 832	355 876	5 527	9 254	10 576	947 880
1 385	-	-	-	-	-	-	89 263
-	-	-	-	-	34 148	-	34 148
1 454	-	30 000	840	-	60 000	-	159 868
-	-	-	-	-	32 000	-	32 000
-	158 640	-	29 501	76 980	-	-	437 301
-	-	-	-	-	-	-	20 000
2 839	158 640	30 000	30 341	76 980	126 148	-	772 580
-	53 757	-	-	-	-	-	53 757
50 310	-	-	-	-	-	-	50 310
-	64 334	-	-	-	-	-	64 334
50 310	118 091	-	-	-	-	-	168 401
1 344 191	452 704	600 812	622 015	395 248	696 672	555 179	6 647 580

Tableau 15
Valeur mensuelle des emprunts à long terme du gouvernement du Québec, selon le mode de vente et la monnaie, janvier – décembre 1984

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
			'000 $		
En monnaie canadienne					
Hors-marché					
Gouvernement du Canada (RPC)	-	-	749	779	1 024
Caisse de dépôt et placement	-	-	75 000	-	150 000
Total hors-marché	-	-	75 749	779	151 024
Au marché					
Privé (banques et autres)	-	-	-	50 000	2 000
Public:					
Obligations d'épargne [1]	-	940	2 034	966	486
Autres	-	225 000	-	-	50 000
Total public	-	225 940	2 034	966	50 486
Total au marché	-	225 940	2 034	50 966	52 486
Total monnaie canadienne	-	225 940	77 783	51 745	203 510
Euro-canadienne	-	-	-	-	-
Monnaie américaine	-	187 163	-	-	-
Monnaies européennes	-	87 878	-	-	-
Autres monnaies (YEN)	-	-	-	-	-
Total général	-	500 981	77 783	51 745	203 510

1 Incluant les portions de l'émission 1983 encaissées en 1984.

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
			'000 $				
1 073	750	497	432	208	486	-	5 998
-	-	150 000	-	-	75 000	300 000	750 000
1 073	750	150 497	432	208	75 486	300 000	755 998
-	500	70 942	-	-	24 000	-	147 442
1 212 199	8 160	951	1 092	6 214	179	1 125	1 234 346
-	-	-	-	-	175 000	-	450 000
1 212 199	8 160	951	1 092	6 214	175 179	1 125	1 684 346
1 212 199	8 660	71 893	1 092	6 214	199 179	1 125	1 831 788
1 213 272	9 410	222 390	1 524	6 422	274 665	301 125	2 587 786
1 385	-	-	-	-	34 148	-	35 533
32 050	-	-	355 076	-	-	-	575 089
-	-	-	-	-	-	-	87 878
50 310	53 757	-	-	-	-	-	104 067
1 297 017	63 167	222 390	357 400	6 422	308 813	301 125	3 390 353

Tableau 16
Valeur mensuelle des emprunts à long terme des administrations publiques locales, selon le mode de vente et la monnaie, Québec, janvier – décembre 1984

	Selon le mode de vente[1]			
	Soumissions publiques	Gré à gré	Au marché (Somme partielle)	SHQ
		'000 $		
Janvier	13 902	983	14 885	-
Février	16 566	1 704	18 270	-
Mars	6 545	31 309	37 854	-
Avril	8 852	84 496	93 348	-
Mai	1 679	18 224	19 903	-
Juin	16 051	3 043	19 094	-
Juillet	1 539	42 310	43 849	-
Août	59 447	20 283	79 730	-
Septembre	27 965	9 158	37 123	-
Octobre	78 968	14 186	93 154	-
Novembre	51 173	97 314	148 487	-
Décembre	21 555	73 127	94 682	193
Total	304 242	396 137	700 379	193

1 Emissions en monnaie canadienne.
2 Exprimé en dollars canadiens.
3 Emission vendue en novembre 1983, émise en janvier 1984.
4 Emission de 10 millions dont 9,16 millions pour fins de renégociation. Donc, 840 000 $ de nouvel emprunt. Une émission de 70 millions en euro-dollars américains effectuée en mars 1984, pour fins de renégociation, est exclue de ce tableau.

Selon le mode de vente[1]		Détail selon la monnaie[2]				
SCHL	Hors-marché (Somme partielle)	Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Total général
			'000 $			
30	30	14 915	-	1 966	57 574[3] (100 000 FS)	74 455
-	-	18 270	-	1 844	-	20 114
-	-	37 854	10 000	190 980	-	238 834
-	-	93 348	-	-	-	93 348
9 739	9 739	29 642	-	-	-	29 642
107	107	19 201	-	1 424	1 454 (4 500 FS)	22 079
994	994	44 843	-	68 675	-	113 518
-	-	79 730	30 000	-	-	109 730
-	-	37 123	840[4]	-	-	37 963
-	-	93 154	-	5 527	-	98 681
-	-	148 487	92 000	-	-	240 487
5 703	5 896	100 578	-	-	-	100 578
16 573	16 766	717 145	132 840	270 416	59 028	1 179 429

Tableau 17
Valeur mensuelle des emprunts à long terme des commissions scolaires, selon le mode de vente, janvier – décembre 1984

	Soumissions publiques	Gré à gré	Total[1]
		'000 $	
Janvier	-	25 097	25 097
Février	-	39 788	39 788
Mars	-	32 826	32 826
Avril	-	40 868	40 868
Mai	-	70 575	70 575
Juin	-	18 180	18 180
Juillet	-	50 125	50 125
Août	-	-	-
Septembre	-	115 045	115 045
Octobre	-	79 065	79 065
Novembre	-	99 015	99 015
Décembre	-	24 740	24 740
Total	-	595 324	595 324

1 Emissions en monnaie canadienne.

Tableau 18
Détail des emprunts à long terme des ministères, gouvernement du Québec, janvier – décembre 1984

Émission	Dates	échéance	Durée années	Valeur nominale[1] '000 $	Taux d'intérêt %	Prix à l'emprunteur %	Coût réel %	Créanciers[2]
Février	01	94-02-01	10	187 163 (EURO-US 150 000)	12,25 A	100,00	11,90	Public
	15	20-03-15	36,1	22 064 (LS 12 500)	12,25	100,00	12,25	Public
	15	20-03-15	36,1	65 814 (LS 37 500)	12,25	97,07	12,62	Public
	27	94-02-27	10	132 000	12,25	98,44	12,53	Public
	27	03-04-07	19,2	93 000	13,00	97,63	13,35	Public
	28[3]	93-06-01	10	940	9,50 A	100,00	9,28	O.E.Q.
Mars	01	04-03-01	20	749	12,13	100,00	12,13	R.P.C.
	21	03-04-07	19	75 000	13,00	97,96	13,30	C.D.
	31[3]	93-06-01	10	2 034	9,50 A	100,00	9,28	O.E.Q.
Avril	01	04-04-01	20	779	12,60	100,00	12,60	R.P.C.
	07	03-04-07	19	50 000	13,00	100,88	12,88	Privé
	30[3]	93-06-01	10	966	9,50 A	100,00	9,28	O.E.Q.
Mai	01	04-05-01	20	1 024	13,48	100,00	13,48	R.P.C.
	25	94-05-25	10	50 000	14,00	100,00	14,00	Public
	31	04-05-31	20	150 000	14,625	99,84	14,65	C.D.P.
	31[3]	93-06-01	10	486	9,50 A	100,00	9,28	O.E.Q.
Juin	01	04-06-01	20	1 073	13,70	100,00	13,70	R.P.C.
	01	94-06-01	10	1 212 199	11,75 A	100,00	11,42[5]	O.E.Q.
	14	92-06-14	8	1 385 (EURO-CAN)	16,29 A	100,00	15,68	Privé
Juillet	03	04-07-03	20	750	13,80	100,00	13,80	R.P.C.
	27	94-07-27	10	53 757 (YJ 10 000 000)	8,10	100,00	8,10	Privé
	31[4]	94-06-01	10	8 160	11,75 A	100,00	11,42	O.E.Q.
Août	01	04-08-01	20	497	14,06	100,00	14,06	R.P.C.
	13	94-02-27	9,6	62 192	12,25	96,48	12,90	Privé
	31	94-08-31	10	150 000	13,25	99,67	13,31	C.D.P.
	31[4]	94-06-01	10	951	11,75 A	100,00	11,42	O.E.Q.
Septembre	04	04-09-04	20	432	13,20	100,00	13,20	R.P.C.
	15	94-09-15	10	131 950 (US 100 000)	12,75	98,80	12,97	Public
	15	14-09-15	30	197 926 (US 150 000)	13,25	98,46	13,46	Public
	30[4]	94-06-01	10	1 092	11,75 A	100,00	11,42	O.E.Q.
Octobre	01	04-10-01	20	208	13,05	100,00	13,05	R.P.C.
	31[4]	94-06-01	10	6 214	11,75 A	100,00	11,42	O.E.Q.
Novembre	01	04-11-01	20	486	12,95	100,00	12,95	R.P.C.
	29	94-11-29	10	155 000	12,50	98,23	12,82	C.D.P.(75 000) Public(80 000)
	29	04-11-29	20	95 000	12,75	98,50	12,96	Public
	30[4]	94-06-01	10	179	11,75 A	100,00	11,42	O.E.Q.
Décembre	10	94-11-29	10	75 000	12,50	100,33	12,44	C.D.P.
	10	04-11-29	20	75 000	12,75	100,20	12,72	C.D.P.
	28	94-12-28	10	75 000	12,15	100,00	12,15	C.D.P.
	28	04-12-28	20	75 000	12,60	100,00	12,60	C.D.P.
	31[4]	94-06-01	10	1 125	11,75 A	100,00	11,42	O.E.Q.
Total			13,8[6]	3 212 595	12,20[6]	99,42[6]	12,30[6]	

A Coupon annuel.
1 En dollars canadiens.
2 R.P.C.: Régime de pensions du Canada; C.D.P.: Caisse de dépôt et placement du Québec; O.E.Q.: Obligations d'épargne du Québec.
3 Portion de l'émission 1983 encaissée en 1984.
4 Portion de l'émission 1984 encaissée ce mois.
5 Ce coût est l'équivalent du taux de 11,75% qu'offrent les obligations d'épargne du Québec pour la première année. Le taux offert par la suite est de 8,5% et ce, jusqu'à l'échéance.
6 Moyenne pondérée.

Tableau 19
Détail des emprunts à long terme des fonds spéciaux, gouvernement du Québec, janvier – décembre 1984

Émission	Dates	échéance	Durée années	Valeur nominale[1] '000 $	Taux d'intérêt %		Prix à l'emprunteur %	Coût réel %	Emprunteur
Mai	31	87-05-31	3	2 000	12,0	A[2]	100,0	11,66	SODICC
Juin	5	89-06-05	5	32 050 (US 25 000)	13,15		100,0	13,15	SQAE
	27	89-06-27	5	50 310 (YEN 9 089 877)	8,55	A	83,365	12,998	SQAE
Juillet	5	87-07-05	3	500	13,5	A[2]	100,0	13,07	SODICC
Août	1	92-08-01	8	8 250	14,025	A	100,0	13,56	SHQ
	16	87-08-16	3	500	13,5	A[2]	100,0	13,07	SODICC
Septembre	27	96-09-27	12	26 000 (US 20 000)	13,35		80,0	17,37	Société du palais des congrès de Montréal
Novembre	16	89-11-16	5	12 000	12,85		100,0	12,85	Société du palais des congrès de Montréal
	16	94-11-16	10	12 000	13,20		100,0	13,20	Société du palais des congrès de Montréal
	30	89-11-30	5	34 148 (EURO-CAN)	10,56	A	91,90	12,45	SQAE
Total			6,4[3]	177 758	11,26[3]		90,81[3]	13,58[3]	

A Coupon annuel.
1 En dollars canadiens.
2 Taux préférentiel.
3 Moyenne pondérée.

Tableau 20
Détail des emprunts à long terme des cégeps, Québec, janvier - décembre 1984

Dates			Durée[1]	Valeur nominale[2]	Taux d'intérêt[3]	Prix à l'emprunteur[3]	Coût réel[3]	Emprunteur
émission		échéance	années	'000 $	%	$	%	
Octobre	15	89/94/04-10-15	11,8	8 000	13,34	97,81	13,79	Cégep de Ste-Foy
	22	94 à 04-10-22	16,2	4 000	13,50	98,225	13,78	Cégep F.-X. Garneau
Novembre	5	89/04-11-05	13,7	4 000	13,08	98,62	13,42	Cégep de Hauterive
	7	87/89/99-04-11-07	9,6	8 000	13,12	99,22	13,30	Cégep André Laurendeau
	12	89/94/00-11-12	10,5	10 000	13,02	97,48	13,55	Cégep John Abbott
	26	89/94/11-26	7,8	3 500	12,53	97,32	13,13	Cégep de Bois-de-Boulogne
	27	89-11-27	5	2 000	12,50	99,14	12,74	Collège Dawson
	28	87/94/04-11-28	11,8	9 000	12,59	97,91	13,05	Cégep de Maisonneuve
Décembre	4	00-12-04	16	15 000	13,20	100,00	13,20	Cégep Edouard Montpetit
	4	00-12-04	16	10 000	13,20	100,00	13,20	Cégep de Sept-Iles
	18	91-12-16	7	6 000	12,04	97,60	12,54	Cégep de la Gaspésie
	18	91-12-16	7	12 000	12,04	97,60	12,54	Cégep de Chicoutimi
	18	91-12-16	7	6 500	12,04	97,60	12,54	Cégep d'Alma
	18	91-12-16	7	9 700	12,04	97,60	12,54	Cégep de Jonquière
	18	91-12-16	7	11 700	12,04	97,60	12,54	Cégep de l'Outaouais
	18	91-12-16	7	13 000	12,04	97,60	12,54	Cégep de Sorel-Tracy
	18	91-12-16	7	8 000	12,04	97,60	12,54	Cégep régional Champlain
	20	94-12-20	10	4 000	12,50	98,35	12,80	Cégep de la Pocatière
	20	94-12-20	10	2 000	12,50	95,22	12,64	Cégep de Matane
Total			10[4]	146 400	12,57[4]	98,22[4]	12,95[4]	

1 Lorsqu'il s'agit d'échéances en séries, la durée indiquée correspond à une moyenne pondérée qui prend en considération la durée et la somme à rembourser, et ce, à chaque échéance.
2 En dollars canadiens.
3 Moyenne pondérée dans le cas d'émission en plusieurs tranches.
4 Moyenne pondérée.

Tableau 21
Détail des emprunts à long terme de l'Université du Québec, janvier décembre 1984

Dates			Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel
émission		échéance	années	'000 $	%	$	%
Février	15	92-02-15	8	17 000	12,75 A	99,50	12,466

A Coupon annuel.
1 En dollars canadiens.

Tableau 22
Détail des emprunts à long terme des établissements de santé et de services sociaux, Québec, janvier - décembre 1984

Dates émission		échéance	Durée[1] années	Valeur nominale[2] '000 $	Taux d'intérêt[3] %	Prix à l'emprunteur[3] %	Coût réel[3] %	Emprunteur
Juin	26	89-06-26	5	3 330	13,00	97,80	13,62	C.H.U.L.
	27	89/94-06-27	8,4	3 505	13,68	97,80	14,16	Hôpital Laval (1975)
Juillet	3	94-07-03	10	1 560	14,00	97,00	14,58	Hôpital de l'Enfant-Jésus
	3	94-07-03	10	1 360	14,00	97,00	14,58	C.H. de Dolbeau
Août	1	89-08-01	5	1 860	13,50	98,00	14,07	C.H. Rouyn-Noranda
	1	94-08-01	10	1 650	14,00	96,60	14,66	C.H.U.S.
	1	94-08-01	10	1 850	14,00	96,60	14,66	L'Hôpital St-Luc
	30	87/94-08-30	6,9	4 500	13,92	98,21	14,41	C.H. de Verdun
Septembre	5	87/89/94-09-05	6,2	10 000	14,01	98,28	14,47	C.H. de Valleyfield
	14	99-09-14	15	15 000	14,65	100,00	14,65	Corp. d'héberg. du Québec
	17	94-09-17	10	5 000	14,00	97,54	14,47	Corp. d'héberg. du Québec
	19	89/94-09-19	7,7	10 000	13,52	97,99	14,00	Corp. d'héberg. du Québec
	20	89-09-20	5	15 000	13,50	99,14	13,74	Corp. d'héberg. du Québec
	20	99-09-20	15	25 000	14,00	100,00	14,00	C.H. de Gatineau
Octobre	15	99-10-15	15	10 600	13,90	100,00	13,90	Hôpital de l'Ungava
Décembre	18	91-12-16	7	11 000	12,04	97,60	12,54	C.H. Pierre-Boucher
	18	91-12-16	7	7 100	12,04	97,60	12,54	C.H. Fleury
	20	99/04-12-20	17,3	2 160	12,87	98,95	13,03	Institut Philippe-Pinel
Total			10,3[4]	130 555	13,64[4]	98,81[4]	13,91[4]	

1 Lorsqu'il s'agit d'échéances en série, la durée indiquée correspond à une moyenne pondérée qui prend en considération la durée et la somme à rembourser, et ce, à chaque échéance.
2 En dollars canadiens.
3 Moyenne pondérée dans le cas d'émission en plusieurs tranches.
4 Moyenne pondérée.

Tableau 23
Détail des emprunts à long terme des communautés urbaines et régionales et des MRC, Québec, janvier – décembre 1984

Dates émission	Dates échéance	Durée années	Valeur nominale[1] '000 $	Taux d'intérêt %	Prix à l'emprunteur $	Coût réel %	Emprunteur
Mars	91-03-15	7	190 980 (US 150 000)	10,69	99,125	10,869	C.U.M.
Avril	99-04-26	15	75 000	11,21[5]	99,75	11,24	C.U.M.
Juin	89-06-11	5	160	12,605	97,10	13,539	M.R.C. de Matane
Juillet	89-07-17	5	66 515 (US 50 000)	12,875	99,375	13,05	C.U.M.
Décembre	01[2] 04-12-01	20	5 703	10,00	100,00	10,00	C.U.Q.
	04-12-05	20	70 000	12,75[3]	97,904	12,845[3]	C.U.M.
	91-12-20	7	32 000 (EURO-CAN)	12,58 A	97,969	12,675	C.U.Q.
	89-12-27	5	6 876	11,78[3]	98,169	12,474[3]	Adm. régionale Kativik
Total		10,213[4]	447 234	11,54[4]	98,989[4]	11,709[4]	

A Coupon annuel.
1 En dollars canadiens.
2 Vente d'émission d'obligation-annuité à la S.C.H.L.
3 Moyenne pondérée des différentes tranches de l'émission.
4 Moyenne pondérée.
5 Taux flottant: bons du trésor à 91 jours.

Tableau 24
Détail des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier – décembre 1984

Émission	Dates	échéance	Durée années	Valeur nominale $ canadiens '000 $	en devises	Taux d'intérêt %	Prix à l'emprunteur $	Coût réel %
Janvier	17[1]	13-12-15	28,9	18 713	(US 15 000)	13,25	99,125	13,369
Février	15	93-09-30	9,6	50 000		12,50	99,400	12,602
Mars	16[2]	94-03-16	10	11 000		10,35[3]	99,880	10,370
	30	05-09-30	21,5	50 000		13,25	98,000	13,530
	30	05-09-30	21,5	50 000		13,25	98,375	14,480
	30	05-09-30	21,5	50 000		13,25	94,150	14,123
Mai	01	89-05-01	5	48 590	(DM 100 000)	7,50 A	97,500	7,969
	01	94-05-01	10	48 590	(DM 100 000)	7,75 A	96,500	8,114
	24	94-05-15	10	75 000	(EURO-CAN)	13,00 A	95,750	13,360
Juillet	05	91-07-05	7	75 000	(EURO-CAN)	14,00 A	98,000	13,980
	16	94-07-16	10	83 640	(FS 150 000)	5,875 A	96,527	13,190
	31	94-07-31	10	64 334	(YJ 12 000 000)	8,10	99,485	8,176
Août	16	89-08-16	5	80 000		13,875	99,531	14,009
	16	94-08-16	10	115 000		14,25	99,098	14,423
	31	89-08-31	5	63 832	(US 50 000)	12,61	100,00	12,610
Septembre	20	93-09-29	9	29 501	(EURO-CAN)	12,75 A	97,730	12,781
Octobre	15	94-10-15	10	110 000		13,00	99,450	13,100
	19	90-10-19	6	76 980	(FS 150 000)	5,5 A	98,066	5,808
Total			10,5	1 100 180		11,302	98,161	12,145

A Coupon annuel.
1 Livraison différée de décembre 1983.
2 Émission de 125 millions dont 114 millions pour fins de renégociation. Donc, 11 millions de nouvel emprunt. Une émission de 200 millions en euro-dollars américains effectuée le 19 janvier, pour fins de renégociation, est exclue de ce tableau.
3 Taux flottant: bons du trésor 90 jours.

Tableau 25
Détail des emprunts à long terme des commissions de transport, Québec, janvier - décembre 1984

Dates émission		échéance	Durée années	Valeur nominale[1] '000 $	Taux d'intérêt[2] %	Prix à l'emprunteur $	Coût réel %	Emprunteur
Mars	19	94-03-19	10	3 500	11,53	96,39	12,704	Corp. intermunicipale de transport des Forges
	27	91-03-27	7	20 000 (EURO-CAN)	12,125 A	98,00	12,180	Commission de transport de la communauté urbaine de Montréal
Avril	16	94-04-16	10	8 800	11,713	95,358	13,296	Commission de transport de la Rive-Sud de Montréal
Septembre	04	89-09-04	5	2 106	13,092	98,246	13,720	Corp. intermunicipale de transport des Forges
Novembre	13	89-11-13	5	2 203	12,279	97,513	13,238	Corporation municipale de transport de Sherbrooke
Total			7,8[3]	36 609	11,844[3]	97,196[3]	12,651[3]	

A Coupon annuel.
1 En dollars canadiens.
2 Moyenne pondérée des différents taux de l'émission.
3 Moyenne pondérée.

ANNEXE 1

NOTES METHODOLOGIQUES

NOTES METHODOLOGIQUES

DEFINITIONS GENERALES

Les tableaux portant sur le financement à long terme présentent, pour une année civile, les valeurs nominales annuelles et mensuelles des emprunts bruts à long terme du secteur public québécois, la durée de ces derniers ainsi qu'une estimation du coût réel du capital emprunté.

Les emprunts à long terme comprennent les obligations, les billets d'une durée supérieure ou égale à un an, les emprunts hypothécaires et les emprunts bancaires. Ils sont enregistrés à leur date d'émission, c'est-à-dire la date à partir de laquelle les intérêts commencent à courir, sauf en ce qui concerne les municipalités dont les emprunts sont enregistrés à la date de vente de l'émission.

Par monnaie, on entend l'unité avec laquelle on paie l'emprunt. Les emprunts en monnaie étrangère sont convertis en dollars canadiens selon le taux de change en vigueur au moment où ils sont contractés. Lorsque la monnaie n'est pas spécifiée, c'est qu'il s'agit de monnaie canadienne.

Comme l'enquête statistique repose sur les relevés d'emprunts et non sur les rapports de la dette aux divers bilans, il s'ensuit que les emprunts bruts incluent tous les contrats d'emprunts, quel qu'en soit le rôle dans la gestion de la dette. Ainsi, les emprunts du secteur public peuvent inclure des emprunts dont le produit est versé au fonds général ou à des fonds spécifiques d'immobilisation, ou encore au remboursement d'emprunts antérieurs échus. Toutefois, les renégociations d'emprunts, ne sont pas incluses, car elles n'impliquent pas de nouveau montant, mais seulement des modifications aux conditions d'emprunt.

Parce qu'ils ne tiennent pas compte des remboursements, des rachats et des annulations, les emprunts bruts à long terme, tels que colligés jusqu'à maintenant, expriment non pas l'accroissement de la dette du secteur public, non plus que l'encaissement net du produit des opérations d'emprunts d'un point de vue de trésorerie, mais plutôt la demande de capitaux à long terme auprès des institutions financières publiques et privées.

CONDITIONS INHERENTES AUX EMPRUNTS

Les conditions inhérentes aux emprunts sont la durée, le taux d'intérêt, le prix et le coût réel à l'emprunteur. Rappelons que la valeur nominale (ou valeur au pair) représente le capital (ou principal) que l'emprunteur s'engage à rembourser à l'échéance.

La durée (ou terme) désigne la période de l'engagement, soit la période comprise entre la date d'émission et la date d'échéance des emprunts, date à laquelle le principal est remboursé.

Le taux d'intérêt est exprimé en pourcentage de la valeur au pair et fixe simplement le montant des intérêts à verser.

Le prix (ou le cours) dans le cas des obligations, est défini comme le prix à l'emprunteur. Si, pour une obligation de 1 000 $, l'emprunteur reçoit 1 000 $, on dira que le prix est égal à 100 et qu'elle est vendue au pair. Un prix inférieur (ex.: égal à 98) signifie qu'elle est vendue à escompte. Le prix, exprimé lui aussi en pourcentage de la valeur au pair, détermine donc pour l'emprunteur la recette de la vente d'obligations. A noter qu'il s'agit du prix de souscription négocié entre l'organisme public qui émet l'obligation et son courtier, et non le prix auquel le courtier revend celle-ci sur le marché. L'écart entre le prix de souscription et le prix à l'acheteur constitue la rémunération du courtier pour ses services et ses risques de mévente.

Alors qu'une obligation vendue au pair représente un coût égal au taux d'intérêt, celle vendue à escompte, parce qu'elle procure des recettes réduites, coûte effectivement à l'emprunteur plus que le taux d'intérêt, et inversement pour les ventes à prime. De plus, la durée de l'obligation affecte la valeur de remboursement en intérêt et capital.

Le coût réel à l'emprunteur est une mesure du coût du capital emprunté qui tient compte du taux d'intérêt nominal, de la durée et du prix. Le calcul du coût réel s'effectue sur une base semestrielle, c'est-à-dire que les intérêts sont versés deux fois l'an.

Enfin, le coût réel moyen pondéré et la durée moyenne pondérée sont des mesures qui tiennent compte de la valeur des emprunts. Par exemple, pour calculer le coût réel moyen pondéré des emprunts d'un organisme donné pour le mois de janvier, on multiplie pour chaque emprunt de ce mois son coût réel par sa valeur, on additionne les résultats obtenus et on divise par la valeur totale des emprunts de janvier de l'organisme en question.

UNIVERS DE L'ENQUÊTE

Les données de cette publication réfèrent au financement des activités du secteur public québécois, c'est-à-dire des activités sur lesquelles le gouvernement du Québec et les représentants locaux peuvent effectivement exercer leur contrôle, directement ou par délégation de pouvoir.

Ainsi, l'univers du secteur public québécois[1] comprend:

- l'ensemble des organismes appartenant aux divers paliers de gouvernement;

---

1 Jean, Sylvie et Bertrand Gagnon. *Univers du secteur public québécois*. 1985. Bureau de la statistique du Québec, Service des finances, des gouvernements et des institutions à but non lucratif.

- les organismes à but non lucratif n'appartenant pas à l'Etat, qui rendent essentiellement des services aux ménages, et qui sont en totalité ou en majeure partie financés et contrôlés par les pouvoirs publics.

Nous dirons qu'un gouvernement exerce un contrôle effectif sur un organisme lorsque celui-ci respecte les trois conditions suivantes:

- les services qu'il rend doivent être définis par des lois et/ou des règlements;
- son budget doit être soumis à l'approbation d'un gouvernement;
- la désignation de ses administrateurs doit suivre la procédure déterminée par une loi.

Selon la nature de leurs activités, les organismes composant le secteur public se divisent en deux catégories: les administrations publiques et les entreprises publiques. Les administrations publiques ont pour fonction principale de fournir certains biens publics à des fins non commerciales.

Quant aux entreprises publiques, ce sont des corporations appartenant à l'Etat, dont le but est de produire des biens ou des services destinés à être vendus sur le marché libre à des prix établis en fonction des coûts.

Un gouvernement est considéré comme propriétaire d'une entreprise quand il détient plus de 50% du capital-actions ayant droit de vote. Les filiales des entreprises publiques, dans la mesure où plus 50% de leur capital-actions appartient à une ou plusieurs entreprises publiques, sont considérées comme des entreprises publiques.

Au Québec, ces organismes publics se retrouvent sous trois paliers de juridiction: fédéral, provincial et local. Afin de couvrir prioritairement les activités relevant de la compétence

québécoise et sur lesquelles le gouvernement du Québec et les représentants locaux peuvent effectivement exercer leur influence, les organismes de juridiction fédérale sont exclus "du secteur public québécois". Rien n'empêche qu'ils puissent éventuellement s'y ajouter pour circonscrire le secteur public "au Québec".

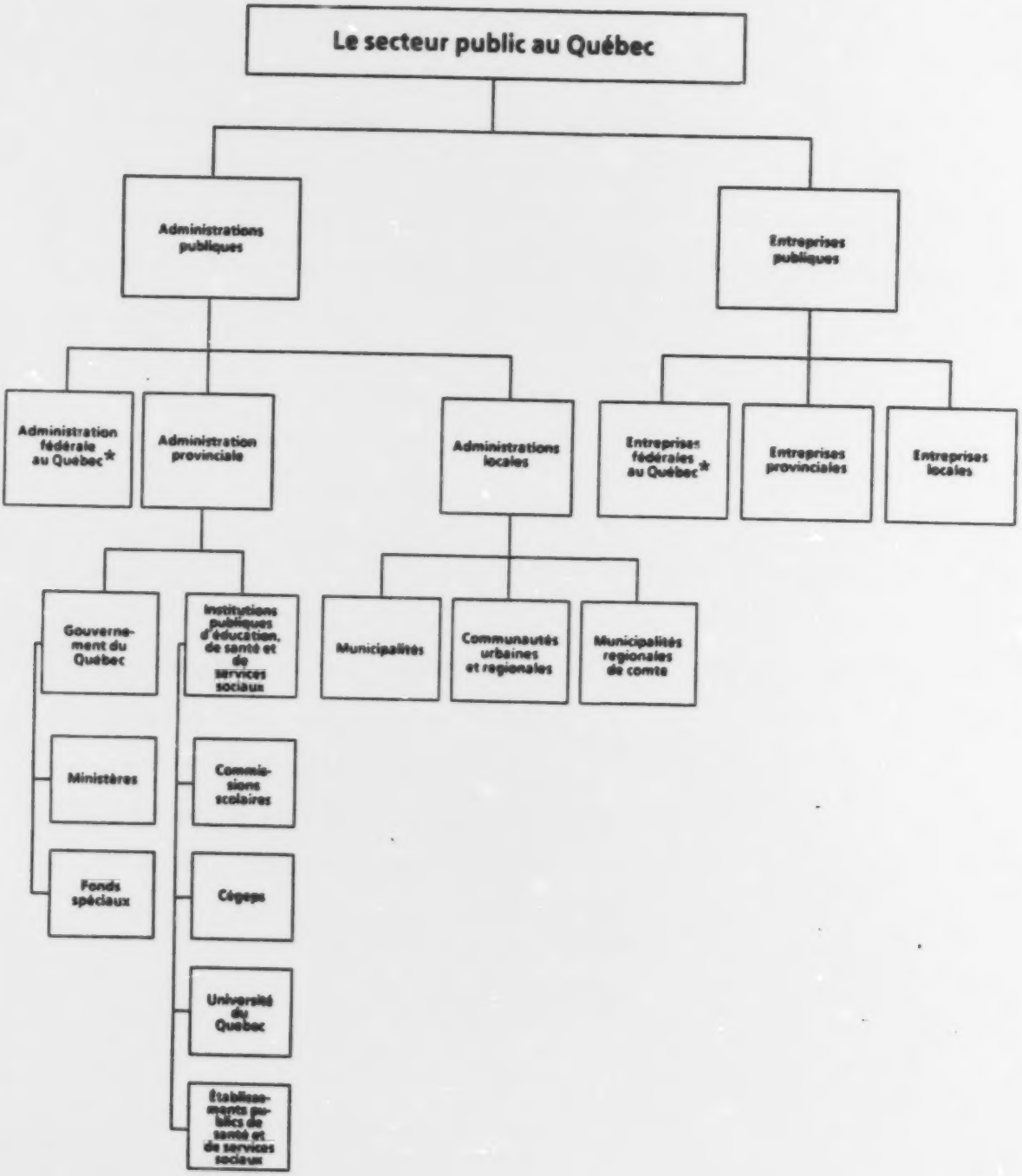
La demande de financement du secteur public québécois est presque entièrement couverte. Cependant, la demande de financement des municipalités exclut les emprunts des offices municipaux d'habitation; ceux-ci sont en partie couverts de façon implicite par le biais des emprunts de la Société d'habitation, de qui les offices sont mandataires et reçoivent des fonds. La contribution des municipalités au financement des offices n'a pu être couverte, étant exclue de la comptabilité de la dette des municipalités.

Par contre, les emprunts des municipalités regroupent ceux effectués pour les besoins des corporations municipales, des fonds industriels, des régies intermunicipales et des fonds d'électricité.

En terminant, notons que les emprunts des universités autres que l'Université du Québec sont exclus du secteur public, ces universités ne respectant pas les conditions de contrôle effectif. Il en est de même des établissements privés de santé et de services sociaux et des institutions privées à but non lucratif.

ANNEXE 2

UNIVERS DETAILLE DU SECTEUR PUBLIC QUEBECOIS



Services des finances, Bureau de la statistique du Québec, mai 1985

* L'administration et les entreprises fédérales au Québec ne sont pas couvertes dans cette publication.

Le secteur public québécois comprend les organismes suivants:

1. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES QUÉBÉCOISES

1.1 Administration publique provinciale

1.1.1 Gouvernement du Québec

MINISTÈRES
FONDS SPÉCIAUX
FONDS ADMINISTRÉS PAR LE GOUVERNEMENT

1.1.2 Institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux

COMMISSIONS SCOLAIRES
CÉGEPS
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

1.2 Administrations publiques locales

1.2.1 Municipalités

CORPORATIONS MUNICIPALES
FONDS INDUSTRIELS
OFFICES MUNICIPAUX D'HABITATION
RÉGIES INTER-MUNICIPALES

1.2.2 Communautés urbaines et régionales

1.2.3 Municipalités régionales de comté

2. ENTREPRISES PUBLIQUES QUÉBÉCOISES

2.1 Entreprises publiques provinciales

2.2 Entreprises publiques locales

FONDS D'ÉLECTRICITÉ
ENTREPRISES PUBLIQUES DE TRANSPORT EN COMMUN

1. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES QUÉBÉCOISES

1.1 Administration publique provinciale

1.1.1 Gouvernement du Québec

MINISTÈRES

Affaires culturelles
Affaires municipales
Affaires sociales
Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Assemblée nationale

Commerce extérieur
Communauté culturelle et Immigration
Communication
Conseil du trésor
Conseil exécutif

Délégué à l'administration
Éducation
Énergie et Ressources
Environnement
Finances

Habitation et Protection du consommateur
Industrie, Commerce et Tourisme
Justice
Loisirs, Chasse et Pêche
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu

Relations internationales
Revenu
Sciences et Technologie
Transports
Travail

Source: Gouvernement du Québec. Budget 1984-1985. Crédits.

Note: Cette liste a été révisée au 30 juin 1984.
Le ministère des Affaires intergouvernementales a été remplacé par le ministère des Relations internationales et le Secrétariat d'État aux Affaires intergouvernementales canadiennes.
Le ministère des Travaux publics et Approvisionnement a disparu.

FONDS SPÉCIAUX

Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche
Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)
Commission de la qualité de l'environnement Kativik
Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)
Commission des normes du travail

Commission des services juridiques
Corporation d'hébergement du Québec
Curateur public
Fondation pour le développement de la science et de la technologie
Fonds d'aide au recours collectif

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds de recherche en agriculture, pêcheries et alimentation
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR)
Institut de recherche en santé et sécurité du travail

Institut national de productivité
Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC)
Institut québécois du cinéma
Musée d'Art Contemporain de Montréal
Musée des beaux-arts de Montréal

Musée du Québec
Office de la construction du Québec (OCQ)
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Office des autoroutes du Québec
Office du crédit agricole du Québec

Office franco-québécois pour la jeunesse
Régie de l'assurance automobile du Québec (RAAQ)
Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ)
Régie des assurances agricoles du Québec

Régie des marchés agricoles du Québec
Régie des rentes du Québec (RRQ)
Société Corvée-Habitation
Société d'aménagement de l'Outaouais (SAO)
Société de cartographie du Québec

Société de développement de l'industrie des courses de chevaux du Québec (SODIC) Inc.
Société de développement des coopératives[1]
Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC)
Société de développement industriel du Québec (SDI)
Société de la Maison des sciences et des techniques

Société de la Place des Arts de Montréal
Société de radio-télévision du Québec (Radio-Québec)
Société d'habitation du Québec (SHQ)
Société du Grand-Théâtre de Québec[2]
Société du Palais des congrès de Montréal

Société du Parc industriel du Centre du Québec
Société du Parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (SPICAM)
Société générale du cinéma
Société immobilière du Québec
Société Inter-Port de Québec

Société Parc-Auto du Québec Métropolitain
Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE)
Société québécoise d'information juridique
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)

1 Société de développement coopératif est devenue Société de développement des coopératives (Chap. 8 (1984), sanctionnée le 23 mai 1984).
2 Régie du Grand-Théâtre de Québec est devenue Société du Grand-Théâtre de Québec (Chap. S-14.01 (LRQ), sanctionnée le 1er juillet 1982).

Sources: Ministère des Communications. Direction générale des communications gouvernementales. Répertoire de l'administration québécoise. 1983.
Gouvernement du Québec. Budget 1984-85. Crédits.

FONDS SPÉCIAUX ADMINISTRÉS PAR LE GOUVERNEMENT

Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'Université du Québec
Fonds de développement régional
Fonds de relance industrielle
Fonds renouvelable de la direction des services informatiques aux réseaux d'enseignement
Fonds renouvelable des moyens d'enseignement

Fonds renouvelable des publications gouvernementales
Fonds renouvelable du service aérien
Fonds renouvelable du service de cartographie
Fonds renouvelable du service des achats du gouvernement du Québec
Fonds renouvelable - Parc Mont Sainte-Anne

Fonds renouvelable pour les équipements informatiques
Fonds renouvelable - télécommunications
Fonds spéciaux du crédit agricole

Source: Gouvernement du Québec. Budget 1984-85. Crédits.

Note: Ces fonds sont différents de ceux énumérés précédemment, en ce qu'ils ne produisent pas de rapport financier séparé des Comptes publics et qu'ils sont administrés par le gouvernement.

1.1.2 Institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux

COMMISSIONS SCOLAIRES

Région administrative scolaire[1]		CSR[2]	CSL[2]	CSI	Total
01	Bas-Saint-Laurent - Gaspésie	6	15	2	23
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	4	12	3	19
03	Québec	12	41	1	54
04	Trois-Rivières	6	21	-	27
05	Estrie	3	9	-	12
06	Montréal	12	37	24	73
07	Outaouais	4	12	-	16
08	Abitibi - Témiscamingue	4	8	5	17
09	Côte-Nord	2	6	6	14
10	Nouveau-Québec	-	-	3	3
Total		46	158	44	248

CSR: Commissions scolaires régionales
CSL: Commissions scolaires locales
CSI: Commissions scolaires intégrées

1 Les régions administratives scolaires correspondent généralement aux régions administratives. La différence découle du fait que les écoles d'une commission scolaire catholique peuvent se trouver dans plus d'un région administrative.

2 Les commissions scolaires protestantes qui chevauchent plusieurs régions administratives scolaires ont été dénombrées dans chacune des régions administratives scolaires.

Source: Ministère de l'Éducation. Répertoire des organismes et des écoles. 1981-82.

CÉGEPS

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue
Cégep Ahuntsic
Cégep d'Alma
Cégep André-Laurendeau
Cégep Bois-de-Boulogne

Collège Régional de Champlain
 Campus de Lennoxville
 Campus Saint-Laurent-Longueuil
 Campus St-Lawrence
Cégep de Chicoutimi

Cégep Dawson
Cégep de Drummondville
Cégep Édouard-Montpetit
Cégep François-Xavier Garneau
Cégep de la Gaspésie

Cégep de Granby
Cégep de Hauterive
Cégep John Abbott
Cégep de Joliette
Cégep de Jonquière

Cégep de La Pocatière
Cégep de Lévis-Lauzon
Cégep de Limoilou
Cégep Lionel-Groulx
Cégep de Maisonneuve

Cégep de Matane
Cégep Montmorency
Cégep de l'Outaouais
Cégep de la Région de l'Amiante
Cégep de Rimouski

Cégep de Rivière-du-Loup
Cégep de Rosemont
Cégep de Saint-Félicien
Cégep de Sainte-Foy
Cégep de Saint-Hyacinthe

Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
Cégep de Saint-Jérôme
Cégep de Saint-Laurent
Cégep de Sept-Iles
Cégep de Shawinigan

Cégep de Sherbrooke
Cégep de Sorel-Tracy
Cégep de Trois-Rivières
Cégep de Valleyfield
Cégep de Vanier

Cégep de Victoriaville
Cégep du Vieux-Montréal

Source: Ministère de l'Éducation. Répertoire des organismes et des écoles. 1981-82.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

L'Université du Québec, dont le siège social est à Sainte-Foy, comprend les constituantes suivantes:

École nationale d'administration publique (ENAP)
École de technologie supérieure (ETS)
Institut Armand-Frappier (IAF)
Institut national de la recherche scientifique (INRS)
Télé-Université (TELUQ)
Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)
Université du Québec à Hull (UQAH)
Université du Québec à Montréal (UQAM)
Université du Québec à Rimouski (UQAR)
Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)

Source: Ministère de l'Éducation. Répertoire des organismes et des écoles. 1981-82.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

Région socio-sanitaire[1]	CH	CLSC	CSS	CA	Total
01 Bas-Saint-Laurent - Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	9	12	2	15	38
02 Saguenay - Lac-Saint-Jean	10	5	1	23	39
03 Québec	33	17	1	89	140
04 Trois-Rivières	16	5	1	34	56
05 Estrie	10	4	1	20	35
6A Montréal Métropolitain	55	19	3	74	151
6B Laurentides - Lanaudière	8	8	1	29	46
6C Montérégie	17	16	1	46	80
07 Outaouais	10	10	1	16	37
08 Abitibi - Témiscamingue	7	5	1	11	24
09 Côte-Nord	2	8	1	7	18
10A Kativik	1	1	1	-	3
10B Baie James	1	1	1	-	3
Total	179	111	16	364	670

CH : Centres hospitaliers
CLSC: Centres locaux de services communautaires
CSS : Centres de services sociaux
CA : Centres d'accueil

Source: Ministère des Affaires sociales. Fichier des établissements. Novembre 1984.

Note: Il y a un CRSSS par région socio-sanitaire.

1 Les régions socio-sanitaires correspondent aux régions administratives.

1.2 Administrations publiques locales

1.2.1 Municipalités

CORPORATIONS MUNICIPALES

Cités	3
Villes	257
Total	260
Villages cris	8
Villages	223
Villages nordiques	12
Paroisses	458
Cantons	121
Cantons-Unis	12
Sans désignation	435
Territoires non organisés	71
Total	1 340
Total général	1 600

Source: Ministère des Affaires municipales. Service des communications. Répertoire des municipalités du Québec, 1984.

FONDS INDUSTRIELS

Région administrative		Nombre
01	Bas-Saint-Laurent - Gaspésie	11
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	8
03	Québec	57
04	Trois-Rivières	29
05	Estrie	16
06	Montréal	73
07	Outaouais	7
08	Abitibi - Témiscamingue	8
09	Côte-Nord	5
10	Nouveau-Québec	-
Total		214

Source: Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme. Direction de l'infrastructure industrielle. Tableaux intitulés: Lois sur les Fonds industriels 25 mai 1961 - 31 mars 1984.

OFFICES MUNICIPAUX D'HABITATION

Région administrative		Nombre
01	Bas-Saint-Laurent - Gaspésie	41
02	Saguenay - Lac-Saint-Jean	47
03	Québec	130
04	Trois-Rivières	57
05	Estrie	17
06	Montréal	127
07	Outaouais	19
08	Abitibi - Témiscamingue	20
09	Côte-Nord	14
10	Nouveau-Québec	-
Total		472

Source: Société d'habitation du Québec. Répertoire des offices municipaux d'habitation du Québec. Juillet 1984.

RÉGIES INTERMUNICIPALES

Aqueduc et/ou égouts	14
Gestion des déchets solides	11
Loisirs	16
Protection publique	6
Transport	1
Divers	2
Total	50

Source: Ministère des Affaires municipales. Service des communications. Répertoire des municipalités du Québec, 1984.

1.2.2 Communautés urbaines et régionales

Administration régionale Kativik (ARK)

Communauté régionale de l'Outaouais (CRO)

Communauté urbaine de Montréal (CUM)

Communauté urbaine de Québec (CUQ)

Source: Ministère des Affaires municipales. Service des communications. Répertoire des municipalités du Québec, 1984.

1.2.3 Municipalités régionales de comté

Abitibi
Abitibi-ouest
Acton
Antoine-Labelle
Argenteuil

Arthabaska
Avignon
Beauce-Sartigan
Beauharnois-Salaberry
Bécancour

Bellechasse
Bonaventure
Brome-Missisquoi
Caniapiscau
Champlain

Charlevoix
Charlevoix-est
Coaticook
D'Autray
Denis-Riverin

Desjardins
Deux-Montagnes
Drummond
Francheville
Joliette

Kamouraska
La Côte-de-Beaupré
La Côte-de-Gaspé
Lac-Saint-Jean-est
La Haute-Côte-Nord

La Haute-Yamaska
La Jacques-Cartier
Lajemmerais
La Matapédia
L'Amiante

La Métis
La Nouvelle-Beauce
La Rivière-du-Nord
L'Assomption
Laval

La Vallée-de-la-Gatineau
La Vallée-du-Richelieu
Le Bas-Richelieu
Le Centre-de-la-Mauricie
Le Domaine-du-Roy

Le Fjord-du-Saguenay
Le Granit
Le Haut-Richelieu
Le Haut-Saint-François
Le Haut-Saint-Laurent

Le Haut-Saint-Maurice
L'Erable
Les Basques
Les Chutes-de-la-Chaudière
Les Etchemins

Les Iles-de-la-Madeleine
Les Jardins-de-Napierville
Les Laurentides
Les Maskoutains
Les Moulins

Les Pays-d'en-Haut
Le Val-Saint-François
L'Ile-d'Orléans
L'Islet
L'Or-Blanc

Lotbinière
Manicouagan
Maria-Chapdelaine
Maskinongé
Matane

Matawinie
Mékinac
Memphrémagog
Minganie
Montcalm

Montmagny
Nicolet-Yamaska
Pabok
Papineau
Pontiac

Portneuf
Rimouski-Neigette
Rivière-du-Loup
Robert-Cliche
Roussillon

Rouville
Rouyn-Noranda
Sept-Rivières
Sherbrooke
Témiscamingue

Témiscouata
Thérèse-De Blainville
Vallée-de-l'Or
Vaudreuil-Soulanges

Source: Ministère des Affaires municipales. Service des communications. Répertoire des municipalités du Québec, 1984.

2. ENTREPRISES PUBLIQUES QUÉBÉCOISES

2.1 Entreprises publiques provinciales

Caisse de dépôt et placement du Québec*
Centre de distribution de médicaments vétérinaires (C.D.M.V.) Inc.
Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) Inc.
Fer Albanel Ltée
Gaz Inter-Cité Inc.

Gaz Métropolitain Inc.
Hydro-Québec et ses filiales
Raffinerie de sucre du Québec
Régie des installations olympiques (RIO)
Sidbec et ses filiales

Société de développement autochtone de la Baie-James (SODAB)
Société de développement de la Baie-James (SDBJ)
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier du Québec et ses filiales (REXFOR)
Société des alcools du Québec (SAQ)
Société des loteries et courses du Québec (Loto-Québec)

Société des Traversiers du Québec
Société du port ferroviaire de Baie-Comeau - Hauterive
Société du tourisme de la Baie-James (SOTOUR)
Société générale de financement du Québec (SGF)
Société nationale de l'amiante (SNA)

Société québécoise d'exploration minière et ses filiales (SOQUEM)
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)
Société québécoise des transports
Somine Inc.
Sotel Inc.

Usine de congélation de Saint-Bruno Inc.

* Entreprise publique financière.

2.2 Entreprises publiques locales

FONDS D'ÉLECTRICITÉ

Alma	Jonquière
Baie-Comeau	La Baie
Belleterre	Magog
Buckingham	Saint-Ambroise
Coaticook	Sherbrooke
Joliette	Westmount

Source: Ministère des Affaires municipales. Service de la vérification. Rapport financier des municipalités 1983.

ENTREPRISES PUBLIQUES DE TRANSPORT EN COMMUN

Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais (CTCRO)

Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal (CTCUM)

Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec (CTCUQ)

Commission de transport de la Rive-Sud de Montréal (CTRSM)

Commission de transport de la ville de Laval (CTL)

Corporation intermunicipale de transport de la Rive-Sud de Québec (CITRSQ)

Corporation intermunicipale de transport des Forges (CITF)

Corporation intermunicipale de transport du Saguenay (CITS)

Corporation municipale de transport de Sherbrooke (CMTS)

Source: Ministère des Affaires municipales. Service des communications. Répertoire des municipalités du Québec, 1984.

Changement d'adresse

S'il-vous-plaît, remplir le présent avis et le retourner à:

Bureau de la statistique du Québec
Centre de distribution
117, rue Saint-André, 1er étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3

Nom: _____

Numéro d'abonné: _____
(numéro inscrit sur l'étiquette)

Ancienne adresse:

_____
_____
_____
_____

Nouvelle adresse:

_____
_____
_____
_____